

**Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques**

Diplôme de conservateur de bibliothèque

RAPPORT DE STAGE

La bibliothèque de la Documentation Française et ses publics

Cécile de Coccola

sous la direction de Marie-Edith Guinamard
Bibliothèque de la Documentation Française

2000

BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB



815874A

**Ecole Nationale Supérieure
des Sciences de l'Information
et des Bibliothèques**

Diplôme de conservateur de bibliothèque

RAPPORT DE STAGE

La bibliothèque de la Documentation Française et ses publics

Cécile de Coccola

sous la direction de Marie-Edith Guinamard
Bibliothèque de la Documentation Française

2000

1999
DCB ST
15



SOMMAIRE

I. La Sous-direction Documentation : un cadre et une organisation spécifiques au service du public.....	p.2
A. La bibliothèque de la dF, pivot de la documentation au sein des services documentaires.....	p.2
1. Des services documentaires multiples et complémentaires.....	p.3
2. La bibliothèque de la dF au cœur des services documentaires.....	p.4
B. Le service des acquisitions de la bibliothèque.....	p.6
1. Budget et structure des acquisitions.....	p.6
2. La procédure suivie pour les acquisitions.....	p.7
3. La politique documentaire de la bibliothèque et le public externe.....	p.9
II. Un public hétérogène difficile à appréhender.....	p.9
A. Les publics des services documentaires.....	p.10
1. Le CIDIC et le CEDUCEE.....	p.10
2. La BIPA.....	p.11
B. Les publics de la bibliothèque : une réalité complexe.....	p.11
1. Le public interne.....	p.11
2. Le public externe.....	p.13
III. Un public à attirer et à fidéliser.....	p.14
A. Constats et actions des services documentaires.....	p.14
1. La BIPA.....	p.14
2. Le CIDIC et le CEDUCEE.....	p.15
B. Le plan de promotion de la bibliothèque à l'horizon 2000.....	p.16
1. Renforcer la notoriété de la bibliothèque.....	p.16
2. Comment fidéliser le public ? Amélioration de l'existant et nouveaux services..	p.17
Annexes.....	p.19

La bibliothèque de la Documentation Française au sein de laquelle j'ai pu travailler du 31 août au 22 novembre 1999 s'inscrit dans une institution unique au service des administrations et du citoyen depuis 1945.

A la fois éditeur et service de documentation, la Documentation Française (dF) a dès l'origine une mission d'information sur l'actualité nationale et internationale. Participant à cette mission au sein de la Sous-direction de la Documentation, la bibliothèque constitue un réservoir de matières premières documentaires particulièrement riche sur l'évolution de la France et du monde (I).

Nous verrons qu'elle le met à la disposition de publics divers, ce qui nous conduit à parler des publics de la bibliothèque, dont la « cohabitation » n'est pas toujours aisée (II). Enfin, nous présenterons les actions et l'état des réflexions actuelles de la bibliothèque sur les moyens d'attirer un public plus large et de le fidéliser (III)¹.

I. La Sous-direction Documentation : un cadre et une organisation spécifiques au service du public

Parallèlement à son activité éditoriale, la dF, dans sa mission d'éclairer le citoyen, met à la disposition de celui-ci une documentation particulièrement riche sur l'actualité française, étrangère et internationale. La gestion de ce service se fait au sein de la Sous-direction de la Documentation qui, conjointement aux trois autres Sous-directions Administration-édition, Publications, Promotion et action commerciale, participe à la dynamique de la dF depuis 1945.

A. La bibliothèque de la dF, pivot de la documentation au sein des services documentaires

A l'origine, le Bureau de documentation comprenait une bibliothèque et un centre de documentation composé de collections de dossiers. Depuis, l'organisation de la Sous-direction de la Documentation s'est complexifiée du fait de l'enrichissement

¹ La dF et sa bibliothèque ayant déjà fait l'objet d'un rapport de stage, nous avons pris le parti de présenter cette dernière sous l'angle de ses relations avec ses différents publics. Pour une présentation complète de la bibliothèque, se référer au rapport de Charles Sauneron (DCB 7).

croissant des collections et d'une ouverture plus grande au public externe à la dF. Elle comprend désormais cinq services documentaires et une bibliothèque jouant un rôle central au sein de la Sous-direction.

1. Des services documentaires multiples et complémentaires

La documentation de la dF sur l'actualité couvrant des domaines très divers, sur des supports de plus en plus variés du fait des évolutions technologiques, le besoin s'est rapidement fait sentir de répartir cette documentation entre plusieurs services pour une meilleure gestion de celle-ci.

La Banque d'Information Politique et d'Actualité (BIPA) :

Ce service s'est vu attribuer dès l'origine une mission d'information auprès du public et des administrations sur la vie politique, économique et sociale en France et sur les relations bilatérales de la France. Via sa banque de données Logos créée en 1981, elle offre au public l'accès à des documents thématiques issus de multiples sources documentaires : publications officielles françaises, articles de périodiques, lettres des ministres, rapports, documents de littérature grise, dossiers de presse, mais aussi le script des émissions à caractère politique de la radio et de la télévision, les discours et communiqués officiels produits par les ministres et une chronologie de la France élaborée par le mensuel *Regards sur l'actualité*. La banque de données est diffusée par le serveur Questel. Un service payant d'accueil et de consultation (le Service Questions-Réponses) donne une autre possibilité d'accès public à Logos.

Le Centre d'Information et de Documentation Internationale Contemporaine (CIDIC) :

Il offre au public une consultation gratuite sur rendez-vous de 6000 dossiers de presse vivants relatifs à l'actualité politique, économique et sociale. Leur couverture documentaire est large puisqu'elle concerne tous les pays étrangers, sauf les pays de l'Est, les organisations régionales et internationales et la politique mondiale. L'activité du service a, jusqu'à présent, principalement consisté à dépouiller et à traiter des articles de presse papier. Mais face à l'offre informationnelle d'internet, un groupe de réflexion expérimente actuellement le recours aux articles de certains sites de presse non payants, ce qui permettrait de substantielles économies sur le budget des abonnements de la bibliothèque.

Le Centre d'Etudes et de Documentation sur l'ex-URSS, la Chine et les pays de l'Est (CEDUCEE) :

Ce centre a récemment fait l'objet d'une importante réorganisation pour tenir compte des mutations géopolitiques. Son fonds de dossiers de presse (1200) et de documentation sur l'économie des ex-pays communistes doit être profondément remanié puisqu'il ne couvre plus la Chine qui relève désormais du CIDIC et doit étendre son offre aux problèmes politiques et sociaux des pays de l'Est. Le CEDUCEE a également une activité éditoriale en publiant le *Courrier des pays de l'Est*. Les dossiers du CEDUCEE vont être prochainement intégrés au catalogue informatique de la bibliothèque. Depuis 1994, le centre accueille son public dans une salle commune avec le CIDIC et le Service Questions-Réponses de la BIPA.

Le Département de l'Information Administrative (DIA) :

Il est chargé de la diffusion de l'information administrative auprès du grand public. Il le fait grâce aux services minitels « 36 15 Vos droits » remplaçant la version papier du *Guide de vos droits et démarches*, sur internet depuis juin 1998, et « 36 15 ADMITEL » reprenant le *Répertoire de l'administration française*. Il est surtout le webmestre du site internet de la dF créé en 1996 qui sera largement modifié à l'horizon 2000.

Le Département de la photographie :

Il comprend une base de données (Iconos) répertoriant 1500 photothèques d'organismes et de photographes en France, et une photothèque composée de quatre fonds : plus de 40000 photographies sur la France depuis 1945, 5000 photographies de vues aériennes sur Paris et l'Ile-de-France depuis 1970, 10000 photographies sur la Seconde guerre mondiale et 6000 photographies sur l'Afrique noire francophone. Il propose sur le site internet de la dF une sélection commentée de sites web consacrés à la photographie.

2. La bibliothèque de la dF au cœur des services documentaires

Réservoir de matières premières pour le CIDIC, la BIPA et le CEDUCEE, la bibliothèque joue un rôle essentiel au sein de la Sous-direction de la Documentation. C'est elle qui acquiert les périodiques qui seront dépouillés par le CIDIC, mais elle vient également compléter le service offert par la BIPA en mettant à la disposition du public une grande partie des publications officielles, des rapports et de la littérature

grise présents dans Logos. De plus, son catalogue informatique recense les dossiers de presse du CIDIC.

Ouverte à un double public interne et externe depuis l'origine, elle offre à celui-ci une documentation fournie sur l'actualité politique, économique et sociale française, étrangère et internationale. Le fonds ayant fait l'objet de très peu d'opérations de désherbage compte 230000 ouvrages et 5500 périodiques (dont 2000 vivants). Conformément aux prescriptions d'un document interne sur les caractéristiques de la collection, « il ne s'agit pas d'un fonds thématique particulier lié à l'enseignement et à la recherche avec un souci d'exhaustivité, mais d'un fonds général, sélectif, constitué par un noyau solide d'ouvrages de référence, d'études, d'analyses, de grands essais, de témoignages d'acteurs, où l'ouvrage d'initiation côtoie l'étude plus approfondie, et par un ensemble de périodiques, matière première du travail documentaire et rédactionnel de la maison ».

Par ailleurs, la bibliothèque cherche à rassembler de la manière la plus complète possible les sources officielles françaises, européennes et internationales (ONU, FMI, Banque Mondiale, OCDE) afin de remplir au mieux sa mission d'information du citoyen. Les publications officielles représentaient 44% des entrées d'ouvrages en 1998 (48% en 1997). Cette collection peut être réellement considérée comme le pôle d'excellence du fonds général.

A côté du fonds général, la bibliothèque conserve un fonds Afrique de 60000 ouvrages et 2000 périodiques (dont 213 vivants) hérité en 1961 des anciennes agences des colonies et augmenté du fonds du Comité central de la France d'Outre-mer. Jusqu'en 1991, ce fonds était essentiellement encyclopédique pour l'Afrique francophone et un peu plus spécialisé pour l'Afrique anglophone (histoire, sciences politiques et sociales). Depuis, cette couverture est limitée aux sciences sociales et humaines, à l'exclusion des sciences et techniques, pour se rapprocher du fonds général et répondre aux besoins des lecteurs.

Enfin, toutes les publications de la dF sont versées dans le fonds de la bibliothèque, celle-ci jouant ainsi un rôle d'archive éditoriale.

B. Le service des acquisitions de la bibliothèque²

Le service des acquisitions fait partie des trois divisions de la bibliothèque à côté du traitement documentaire et de la division conservation-communication. Il est organisé en deux grands pôles : le pôle de la politique de développement des ouvrages et celui de la politique de développement des périodiques et annuels.

1. Budget et structure des acquisitions

Le budget tend à devenir particulièrement « maigre » puisque les tarifs de périodiques notamment étrangers sont en augmentation régulière de 5 à 7% par an alors que les budgets globaux stagnent, ce qui rend la situation grave tant pour les périodiques que pour les ouvrages. En 1998, il s'élevait à 1130000 F.

Le rythme des acquisitions est également mal maîtrisé du fait d'un gel systématique en début d'exercice budgétaire de l'ordre de 20%. Le dégel intervient généralement en octobre-novembre. Précisons que les gels touchent exclusivement les ouvrages puisque le budget des périodiques (abonnement papier et microformes, commandes permanentes) est engagé dès la fin de l'année précédente. L'année 1999 fait exception à la règle avec un dégel total dès le mois de juillet, ce qui facilite l'organisation du calendrier des acquisitions d'ouvrages.

En 1998, le nombre d'ouvrages entrés était de 3068 contre 3285 en 1997. La part des ouvrages acquis s'élevait à 17% du budget (contre 13% en 1997). Les achats ont représenté 31% des titres entrés (957 titres dont seulement 47 ouvrages étrangers). Le fonds est donc essentiellement alimenté par les gratuits (47%). La bibliothèque est notamment dépositaire de toutes les publications officielles françaises, des publications de la Banque Mondiale, du FMI et des Nations Unies. Viennent ensuite les services de presse (17%, en forte baisse) fournis par les services des publications. Par l'intermédiaire des services de presse, les rédactions acquièrent gratuitement un certain nombre de publications auprès des maisons d'édition. En contrepartie, elles rédigent des comptes-rendus. Mais cette part des acquisitions étant gérée par les rédactions, si celles-ci abandonnent certaines acquisitions, la bibliothèque ne peut que le constater. Les échanges (OCDE, INSEE) représentent 5% des entrées.

La part du fonds Afrique (12%) ne cesse de diminuer (- 26% par rapport à 1997).

² L'organigramme du service des acquisitions est présenté en annexe n°2.

S'agissant des périodiques, ils représentent plus de 80% du budget. Le budget des abonnements grignote de plus en plus celui des ouvrages en raison de la hausse des tarifications tout en étant lui-même notablement insuffisant pour suivre l'évolution éditoriale extérieure et satisfaire le public interne. 33% du budget des périodiques sont consacrés en effet à des achats exclusifs pour les services de la dF. La bibliothèque dispose par ailleurs de 750 publications annuelles vivantes dont la part s'est élevée en 1998 à 5,7% du budget des acquisitions.

A côté de ces acquisitions de supports papier et de microformes, la bibliothèque s'efforce depuis quelques années d'offrir aux publics une sélection de cédéroms. L'offre est pour le moment assez réduite (cinq cédéroms disponibles sur le poste de consultation de la salle de lecture et quatre réservés à l'utilisation des agents de la dF). Toutefois, une véritable politique d'acquisition émerge pour ce support : étude des collections de cédéroms présents dans des fonds similaires, propositions pour réflexion au Comité de sélection, etc. Cette nouvelle approche marque une volonté nette du service d'inscrire ce type d'acquisition dans la cohérence de la collection de la bibliothèque. Cependant, la marge de manœuvre demeure très limitée puisque les cédéroms ne dépassent guère 1% du budget.

Les nouvelles acquisitions sont recensées dans le *Bulletin des nouvelles acquisitions* édité chaque mois. Il est distribué aux services de rédaction et aux services documentaires ainsi qu'à quelques personnes extérieures à la dF, avant d'être mis sur l'intranet prévu pour 2000. Les dernières acquisitions figurent également sur les pages web de la bibliothèque.

2. La procédure suivie pour les acquisitions

Concernant les périodiques, qui pèsent le plus lourdement dans le budget des acquisitions, la décision d'acquisition est prise au cours de la réunion annuelle des abonnements. La Sous-direction de la Documentation tient à ce que l'ensemble des abonnements, y compris ceux des services documentaires, soient gérés par la bibliothèque. L'organisation d'une réunion annuelle est le moyen pour la bibliothèque de connaître l'avis des services de rédaction et de documentation avant de décider de garder ou non un abonnement ou d'acquérir un nouveau titre.

Le Comité de sélection, quant à lui, a été créé pour épauler la bibliothèque dans ses choix d'acquisition d'ouvrages. Le service des acquisitions de la bibliothèque opère une présélection en s'appuyant sur les critiques et les informations de journaux, ou de revues de sélection bibliographique telles que le *Bulletin critique du livre français*, et après avoir vérifié l'état de la collection dans chaque domaine (politique, économique et social). Puis, il soumet cette présélection à l'avis du Comité de sélection. Jusqu'à cette année, le Comité ne se réunissait que deux ou trois fois par an en raison des gels budgétaires. En 1999, il s'est réuni plus fréquemment grâce au dégel du mois de juillet, ce qui a permis à la bibliothèque de s'assurer au mieux de l'adéquation de ses choix avec les besoins du public interne. De fait, le Comité de sélection est composé notamment de membres des services rédacteurs et documentaires. Les rédacteurs et les personnels des services documentaires ont ici une double fonction :

- informer la bibliothèque des besoins documentaires du public interne pour le bon fonctionnement des services de la dF. Certains membres s'interrogent régulièrement sur l'opportunité de telle ou telle acquisition pour le public externe, mais ils sont rares. Cela s'explique sans doute par une méconnaissance réelle de ce public.
- éclairer les choix de la bibliothèque d'un point de vue « scientifique ». En effet, les rédacteurs ont une très bonne connaissance des publications susceptibles d'intéresser le fonds de la bibliothèque. Spécialistes dans leurs domaines, ils suivent de près l'actualité éditoriale, connaissent les maisons d'édition ainsi que la qualité des auteurs. Leurs avis sont très suivis par la bibliothèque. Ils ont ainsi parfois incité celle-ci à réorienter sa politique documentaire notamment s'agissant des ouvrages d'initiation jugés en trop grand nombre dans la collection au détriment d'études plus poussées.

Malgré l'intérêt scientifique de l'intervention des membres des services de rédaction dans le choix des acquisitions, le système du Comité de sélection connaît quelques limites. En effet, si la politique d'acquisition est déterminée à la bibliothèque, celle-ci est finalement en partie tributaire de la politique éditoriale. Les Comités de sélection permettent sans doute une synergie entre la bibliothèque et les services rédacteurs, mais les avis des rédactions sont autant influencés par leurs propres champs d'activité,

souvent plus restreints que le domaine d'acquisition de la bibliothèque, que par des considérations générales de constitution d'un fonds de documents homogène.

3. La politique documentaire de la bibliothèque et le public externe

Pendant trois mois, j'ai pu participer aux activités du service des acquisitions. Ma mission consistait à analyser les documents consultés par le public externe au travers des bordereaux de consultation³ (2020 bordereaux : 1000 demandes d'ouvrages et 1020 demandes de périodiques).

Il m'était également proposé de compléter ce travail par une étude du public externe.

Cette étude⁴ a pris la forme d'une enquête auto-administrée menée du 1^{er} au 22 octobre en salle de lecture. Nous avons recueilli au total 426 questionnaires. Le taux de réponse s'est élevé à 76%. L'objectif principal de ce travail était de caractériser le public externe à travers ses besoins documentaires pour, à terme, repenser la politique documentaire de la bibliothèque en tenant davantage compte de ceux-ci.

Ces deux études participent de la volonté de la bibliothèque, dans le cadre d'une rationalisation de la politique d'acquisition, de connaître son public externe ainsi que l'utilisation qu'il fait de la collection pour cibler au mieux les choix d'acquisition.

II. Un public hétérogène difficile à appréhender

Depuis 1945, les services documentaires de la dF accueillent deux types de publics : un public interne à la dF pour qui la documentation de la maison est un véritable outil de travail nécessaire à la production du service, et un public externe qui peut être potentiellement tout citoyen intéressé par l'actualité politique, économique et sociale. Nous verrons que l'ouverture à un double public entraîne une concurrence réelle entre leurs besoins documentaires et la satisfaction de ceux-ci.

L'étude des publics ne peut se faire de façon isolée car la bibliothèque travaille en étroite collaboration avec les autres services documentaires. Aussi une étude préalable de leurs publics est nécessaire.

³ La démarche suivie et les résultats de cette étude se trouvent en annexe n°1.

⁴ L'étude du public externe de la bibliothèque est l'objet de mon mémoire à la lecture duquel je renvoie.

A. Les publics des services documentaires

1. Le CIDIC et le CEDUCEE

Il existe un véritable lien entre le public du CIDIC et celui de la bibliothèque. En effet, un grand nombre de lecteurs se rendent au CIDIC après avoir consulté le catalogue commun CIDIC-bibliothèque en salle de lecture de la bibliothèque. Malheureusement, le poids exact de ce type de lecteurs n'a jamais été mesuré.

En 1996, une enquête sur la fidélisation des utilisateurs du CIDIC et du CEDUCEE en salle de documentation a été menée. Elle montre que 80% des utilisateurs du CIDIC sont étudiants contre 74% pour le CEDUCEE. Leurs niveaux d'études relèvent principalement des 2^{ème} et 3^{ème} cycles. Ce sont des utilisateurs de proximité, puisque plus de 8 sur 10 sont localisés en région parisienne, et des « spécialistes » car généralement intéressés par un seul thème de recherche. Cette dernière caractéristique apparaît également dans les démarches de recherche du public externe de la bibliothèque.

La fidélisation des utilisateurs paraît faible puisque seulement 15% d'entre eux sont venus consulter deux fois ou plus.

Concernant le CEDUCEE, une enquête sur la notoriété du centre réalisée en 1996⁵ précise davantage encore les caractéristiques de son public. Les étudiants de 3^{ème} cycle et les doctorants représentent près de la moitié des lecteurs. Les étudiants de 2^{ème} cycle sont essentiellement des élèves de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

Les entreprises sont beaucoup moins nombreuses. Au début des années 90, les sociétés venaient chercher auprès des analystes du CEDUCEE une première approche du pays avant de s'y rendre. Désormais, ces sociétés ne passent plus par le centre. De fait, certaines ont leurs propres réseaux sur place et les autres passent par des relais d'information plus spécialisés. Enfin, le CEDUCEE est en étroite collaboration avec des fonctionnaires et des chercheurs qui, pour la majeure partie, écrivent pour le *Courrier des pays de l'Est*. Il accueille également des collaborateurs des ministères et des journalistes.

⁵ Cf. PATON (Alexandra). *Rapport sur la notoriété du CEDUCEE et du Courrier des pays de l'Est en 1996*. CEDUCEE, 1996. 27 p.

2. La BIPA

Selon une enquête générale menée de mai à juillet 1999 auprès des usagers reçus par le Service Questions-Réponses (SQR), la proportion des étudiants correspond à celle des autres services documentaires en atteignant 85%. Les centres d'intérêt des utilisateurs se répartissent de façon relativement équilibrée entre les trois grands axes thématiques de la base Logos. L'intérêt le plus fort est porté aux questions sociales (36,2% des réponses) puis aux questions économiques (32,5%) et politiques (27,7%). La politique étrangère et les relations bilatérales occupent une place marginale correspondant à celle qu'elles ont dans Logos (3,61%). Quant au type de documents, on note une préférence marquée pour l'information de presse (77,1%) bien avant l'information administrative et les déclarations politiques. Ces données sont à mettre en relation avec le profil largement étudiant des utilisateurs du SQR : recherche d'une information rapide, synthétique et explicative. De plus, contrairement aux professionnels des entreprises, ils n'ont pas accès aux banques de données de presse. Une tendance similaire apparaît à la bibliothèque avec un taux de rotation particulièrement élevé du fonds de périodiques.

B. Les publics de la bibliothèque : une réalité complexe

Selon un document interne au service des acquisitions, la tâche de la bibliothèque est « d'abord de répondre aux besoins des services rédacteurs et documentaires qui participent de la même mission, par l'acquisition de périodiques et d'ouvrages, puis de proposer à un large public le fonds ainsi constitué et les produits des rédactions ». Le public interne apparaît donc comme prioritaire. Cependant, depuis quelques années, la bibliothèque, constatant un net recul de la fréquentation du public externe, s'interroge sur la place à accorder à ce public. Cette cohabitation complexifie le fonctionnement de la bibliothèque.

1. Le public interne

Il se compose des agents des services de rédaction et de la documentation. Ce public, en vertu des missions de la bibliothèque, devait également inclure les services du Premier Ministre. Cependant, les personnels de ces services se sont rapidement tournés vers les collections de la bibliothèque de l'ENA et du Fonds National de Sciences

Politiques (FNSP), leur intérêt se portant surtout sur les acteurs politiques, domaine peu couvert par le fonds de la bibliothèque de la dF.

La collection de la bibliothèque est un outil de travail particulièrement précieux pour les services de rédaction puisqu'à travers elle, ils peuvent évaluer la concurrence avant de choisir un sujet ou un titre. Elle leur procure également une aide appréciée pour la préparation de dossiers, de bibliographies ou encore pour la correction et le suivi des manuscrits. Cependant, le public interne compte un faible noyau de lecteurs assidus, ce qui est sans doute dû à une certaine méconnaissance des services de la bibliothèque.

Compte tenu de ses besoins, il dispose en effet de la plus grande palette des services offerts par la bibliothèque à ses publics. Non seulement il peut consulter la documentation, mais il peut aussi l'emprunter à des conditions d'autant plus souples qu'il n'existe pas à la bibliothèque de règlement intérieur. Le délai de prêt autorisé (jusqu'à six mois) est très souvent dépassé malgré un système de lettres de rappel. De plus, les lecteurs peuvent emprunter autant de documents qu'ils le souhaitent. La plupart n'ont que quelques livres en prêt, mais quelques uns en ont une quarantaine. Le public interne a aussi tendance à se servir directement sans passer par la procédure prévue par la bibliothèque. Ces dysfonctionnements, lorsqu'ils se répètent trop souvent, gênent les recherches documentaires du public externe pour qui l'offre documentaire de la bibliothèque apparaît dès lors amoindrie. Le prêt des ouvrages étant informatisé, contrairement à la consultation, un suivi statistique est possible. En 1998, 1723 prêts ont été effectués, soit une augmentation de 12% par rapport à 1997. Les ouvrages français du fonds général représentent 93% des emprunts.

Le second service dont le public interne est le seul à bénéficier est la circulation des périodiques. 2/3 des revues vivantes circulent dans les services. Chacune de ces revues qui circulent a entre un et cinq destinataires (services rédacteurs, CIDIC, CEDUCEE). Or ce service fonctionne très mal du fait d'un certain laxisme entraînant de nombreux retards dans la circulation. Ce retard rejaillit ensuite sur la date de mise à disposition de ces revues au public externe. Un projet de numérisation des sommaires d'une centaine de revues auquel les services auraient accès via l'intranet est en cours. Il remplacerait la circulation des périodiques. En attendant la réalisation de ce projet, en raison du manque de discipline des services dans la circulations des périodiques, la bibliothèque ne peut

remplir correctement sa mission d'information sur l'actualité ni auprès du public interne, ni auprès du public externe.

2. Le public externe

Les statistiques d'entrées relatives au public externe sont réalisées manuellement chaque mois par comptage des fiches d'accès à la bibliothèque. Elles sont synthétisées ensuite dans le bilan annuel d'activité⁶.

23277 lecteurs ont fréquenté la bibliothèque en 1998, soit une baisse générale de fréquentation de 11,8% par rapport à 1997. Pour la période janvier-septembre 1999, 14032 entrées ont été enregistrées, c'est à dire 18,2% de moins que durant la même période en 1998 (-26% par rapport à 1997 et -31,5% par rapport à 1996). Parallèlement, la fréquentation journalière a diminué passant de 144 en 1996 à 137 en 1997 puis 121 en 1998. La fréquentation de la bibliothèque connaît donc depuis quatre ans une véritable chute de plus en plus problématique.

La répartition du public externe est stable depuis quelques années avec 2/3 d'étudiants et 1/3 de professionnels. Le poids des professionnels est ici supérieur à celui des autres services documentaires, ce qui est dû à la composition du fonds (nombreux rapports et documents statistiques). La Sous-direction de la Documentation souhaiterait que la bibliothèque attire encore davantage les professionnels en multipliant les services. Mais pour être mené à bien, ce projet impliquerait un coût en personnel et en matériel difficile à assumer compte tenu des moyens actuels de la bibliothèque.

D'après le rapport d'activité pour 1998, les professionnels des entreprises représentent la majorité avec 35,4%, puis viennent les enseignants-chercheurs (17,54%), les administrations (7,94%) et les médias (7,82%).

En ce qui concerne les étudiants, ils sont traditionnellement plus nombreux en avril et mars. Leur effectif atteint son seuil minimal en septembre. Une enquête réalisée en mars-avril 1998⁷ met en avant la forte prédominance des 2^{ème} et 3^{ème} cycles représentant respectivement 41 et 36% des étudiants qui fréquentent la bibliothèque. On constate donc que, malgré l'ouverture de la bibliothèque à un large public sans condition de

⁶ Des extraits de ce bilan sont présentés dans l'annexe n°3.

⁷ Cf. POURADIER-DUTEIL (Aurélië). *Résultats de l'enquête réalisée auprès des lecteurs de la bibliothèque de la dF. 1998.*

diplôme, le profil de ce dernier reste essentiellement universitaire et orienté vers la recherche.

Que vient consulter ce public ?⁸ Le nombre total de documents consultés connaît une certaine baisse mais proportionnellement moins importante que celle du taux de fréquentation. Ainsi, les lecteurs qui viennent consultent globalement plus de documents.

En 1998, les ouvrages représentent presque 60% des consultations (64% en 1997) dont 71% concernent le fonds général, 17% les ouvrages des organismes internationaux et 12% le fonds Afrique. La consultation des périodiques est en augmentation. Les périodiques les plus demandés concernent la presse (38,47%) puis le fonds général (31,15%), les revues de la dF (24%, fascicules antérieurs à 1980, les autres se trouvant en libre accès), et le fonds Afrique (6,32%). Depuis 1996 (avec une forte hausse de 75% par rapport à 1995), les périodiques publiés par la dF sont donc de plus en plus demandés par le public en salle de lecture, y compris pour les années anciennes⁹.

III. Un public à attirer et à fidéliser

Face au constat d'une baisse globale de fréquentation et d'une mauvaise visibilité de ses services documentaires, la Sous-Direction de la Documentation a décidé de mettre en place un plan d'action de promotion impliquant à la fois une réflexion propre à chaque service, en raison de leur spécificité, et une démarche d'ensemble mettant en avant la complémentarité des services.

A. Constats et actions des services documentaires

1. La BIPA

Tout comme la bibliothèque, elle souffre d'un manque de visibilité : selon l'enquête menée au Service Questions-Réponses (SQR) de mai à juillet 1999, 60% des utilisateurs ignorent le nom du service en arrivant à la BIPA. Près d'un utilisateur sur

⁸ Les statistiques qui suivent concernent uniquement les documents stockés en magasin, les consultations des documents en libre accès ne faisant l'objet d'aucune étude statistique.

⁹ Ce public fait l'objet d'une étude plus approfondie à travers l'enquête que j'ai menée présentée dans mon mémoire.

deux arrive à la BIPA par le bouche-à-oreille dont 20% suite au conseil d'un enseignant, ce qui tend à démontrer que les efforts de promotion du service auprès des enseignants concernés par les thématiques de Logos constituent un bon investissement.

En revanche, la proportion relativement faible des lecteurs orientés vers la BIPA par des centres de documentation extérieurs (6%) peut paraître étonnante compte tenu que 66% du public fréquente ces centres. La BIPA constate dès lors qu'un effort de dépôt de documents de promotion dans les centres de documentation proches ou complémentaires serait nécessaire pour accroître la fréquence et l'efficacité de ces orientations.

En interne, la bibliothèque est le service qui oriente le plus d'usagers vers la BIPA (43%), suivi de la librairie (35%) et du CIDIC (25%).

2. Le CIDIC et le CEDUCEE

Pour ces services, les enseignants collaborateurs de la dF jouent un véritable rôle de prescripteurs en envoyant régulièrement leurs étudiants travailler dans ces centres de documentation.

En 1998, le CIDIC a cherché à faire connaître davantage son fonds de dossiers de presse en envoyant près de 2000 catalogues aux enseignants des universités et de certaines écoles, à des centres de documentation, à des journalistes et aux professionnels abonnés à une ou plusieurs revues géocentrées de la dF.

Le CEDUCEE pratique le même type d'action de promotion en distribuant des dépliants du centre lors de colloques auxquels participent souvent ses analystes. La promotion interne du CEDUCEE se fait aussi par des envois ponctuels du *Courrier des Pays de l'Est* et d'une documentation sur le centre à des personnalités de la politique, des administrations ou du monde des entreprises. Malgré tout, le CEDUCEE demeure mal connu du grand public, son public actuel se limitant au cercle restreint des administrateurs, chercheurs, universitaires, consultants et journalistes spécialisés dans les problèmes économiques d'Europe Centrale et Orientale et de l'ex-URSS.

BIPA, CIDIC et CEDUCEE participent au plan d'action de promotion, le CIDIC proposant surtout un travail de collaboration avec la bibliothèque sur une valorisation commune de la documentation africaine.

B. Le plan de promotion de la bibliothèque à l'horizon 2000

Le constat est de plus en plus alarmant : chaque mois de l'année 1998 a vu chuter le chiffre de sa fréquentation quotidienne moyenne et la tendance est confirmée en 1999.

Face à cette situation, un groupe de réflexion dont j'ai fait partie a été constitué pour préparer et accompagner le plan de promotion demandé par la Sous-Direction de la Documentation. Nous avons décidé qu'il était indispensable non seulement de faire connaître la bibliothèque à de nouveaux publics, mais aussi de réussir à fidéliser le public actuel.

1. Renforcer la notoriété de la bibliothèque

En février 1996 déjà, un document interne sur le positionnement et l'évolution de la bibliothèque signalait que les actions promotionnelles engagées jusqu'alors (participation à des stands sur différents salons professionnels, journées portes ouvertes) étaient utiles mais largement insuffisantes.

C'est pourquoi le groupe de réflexion a proposé plusieurs types de promotions, aux objectifs et aux cibles différents.

Il s'agit en premier lieu de conserver des supports promotionnels papier parallèlement au web pour toucher le public le plus large possible, y compris celui qui n'a pas accès à internet¹⁰. Ces supports se répartissent de manière classique entre des marque-pages, des cartes de petit format, des plaquettes et des affiches. Le contenu des plaquettes actuelles sera revu pour une meilleure lisibilité et une plus grande mise en valeur des collections de la bibliothèque. Ce type de supports permettrait de viser les cibles suivantes :

- les bibliothèques municipales de Paris et de sa région, leurs usagers pouvant venir assez aisément à la bibliothèque de la dF.
- les Services Communs de la Documentation des universités : dans ce cas, nous ciblons la France entière, car le public des étudiants, surtout de deuxième, troisième cycles et enseignants, se déplace volontiers pour consulter les documents nécessaires à leurs travaux.

¹⁰ La plaquette actuelle de la bibliothèque figure dans l'annexe n°4.

- les centres de documentation spécialisés tels que ceux des ministères ou des grandes entreprises et les centres culturels étrangers.
- tout ou partie de la clientèle des publications de la dF.

Des mailings ciblés ont été envisagés, par exemple l'envoi d'une plaquette de la bibliothèque accompagnée d'un feuillet spécial sur le fonds Afrique aux clients des revues *Afrique Contemporaine* ou *Maghreb-Machrek*.

Ont été également proposés des encarts de promotion dans les revues de la dF dont l'insertion présenterait l'avantage d'être gratuite.

Le web est aussi considéré comme un excellent moyen de promotion des services offerts par la bibliothèque. Le projet de révision de l'architecture globale du site web de la dF prévoit que dans la présentation des services documentaires accessibles au public, c'est la bibliothèque qui sera mentionnée en premier lieu.

A partir de 2000 et grâce au changement de version du système informatique de la bibliothèque - Dynix - le catalogue sera consultable sur internet, et non plus uniquement via le minitel, accompagné d'une messagerie permettant de répondre à toutes les questions relatives à la collection. Cet accès distant au catalogue permettra de faire connaître en particulier la collection des publications officielles qui pourrait attirer de nouveaux lecteurs.

Par ailleurs, le groupe de réflexion propose de véritables actions de promotion et principalement une présentation de la bibliothèque dans les universités lors de la rentrée en collaboration avec le Bureau de la Promotion et des Actions Commerciales (BPAC), qui organise ce type d'opérations depuis plusieurs années, ainsi qu'un renforcement de la présence de la bibliothèque dans les manifestations et congrès de bibliothécaires pour être mieux connu des autres bibliothèques.

2. Comment fidéliser le public ? Amélioration de l'existant et nouveaux services

Une des premières améliorations nécessaires vise l'accès aux documents. La nouvelle version du système informatique installée en 1999 (version 171 de Dynix remplaçant la version 138) permettra d'installer un interface Windows sur les OPAC, ce qui rendra la consultation du catalogue plus aisée et plus conviviale. La signalétique

interne de la bibliothèque doit être revue avec l'aide du Département de la Communication. Enfin, pour une meilleure mise à disposition des périodiques, le problème de leur circulation dans les services doit être réglé.

S'agissant des nouveaux services, afin de répondre à une demande accrue des professionnels, la bibliothèque pourrait assurer un service payant de photocopies de sa documentation envoyées par courrier ou par fax.

Enfin, dès 2000, un poste de consultation d' internet sera mis à la disposition des lecteurs en salle de lecture. La demande risquant d'être particulièrement forte, le groupe de réflexion insiste sur la nécessité d'installer un accès internet sur chaque ordinateur de la salle en plus de l'accès Dynix.

La réflexion des membres du groupe a porté essentiellement sur la promotion vis-à-vis du public externe de la bibliothèque. Nous avons noté cependant qu'il peut exister aussi une promotion interne s'adressant spécifiquement aux agents de la dF. Cette promotion passerait notamment par le développement d'un intranet comportant le catalogue de la bibliothèque et un bulletin des sommaires d'une sélection de périodiques, et par une journée portes ouvertes pour les agents.

La bibliothèque ainsi que les autres services documentaires de la Documentation Française souffrent donc d'un manque de notoriété criant. Une étroite collaboration des services paraît dès lors incontournable pour mettre en valeur la richesse de leurs fonds documentaires et toucher un public plus large.

L'enjeu est de taille et nécessite plus que jamais une impulsion à sa mesure de la part de la Sous-Direction de la Documentation.

ANNEXES

Annexe n° 1 :

Rapport sur les statistiques des demandes de consultations (février 1999).. p.I

Annexe n°2 :

Organigramme du service des acquisitions..... p.XIX

Annexe n° 3 :

Extraits du bilan d'activité 1998..... p.XX

Annexe n° 4 :

Plaquette de promotion de la bibliothèque..... p.XXIV

Annexe n°1 : statistiques des demandes de consultations (février 1999)

La mission qui m'a été confiée par le service des acquisitions consistait en une analyse des documents consultés par le public de la bibliothèque au travers des bordereaux de consultation. Cette analyse avait pour but d'étudier sur une période donnée le taux de rotation de la collection, et plus précisément les caractéristiques majeures des documents les plus consultés.

1. Le cadre :

La période retenue fut le mois de février 1999 jugée représentative de l'activité moyenne de la bibliothèque (4514 documents en magasin consultés). L'échantillon analysé comptait au total 2020 documents, soit 1020 périodiques représentant la totalité des demandes du mois de février pour ce type de documents, et 1000 ouvrages¹, le temps limité du stage ne nous permettant pas de couvrir l'intégralité des consultations de ces documents.

L'intérêt de ce travail portait sur la finesse des statistiques obtenues. En effet, il existe déjà un travail régulier de statistiques sur les demandes de consultations, travail qui nourrit le bilan annuel d'activité de la bibliothèque. Cependant, ces statistiques gardent un caractère assez général et ne donnent notamment aucune indication sur les sujets ou les périodes couverts par les documents demandés. De plus, le système informatique de la bibliothèque - Dynix - ne comporte pas de module de consultation permettant un suivi statistique fin.

Aussi, pour caractériser les documents consultés et cerner les plus fortes demandes, une grille des indications recherchées a été établie en accord avec la responsable des acquisitions.

a) pour **les périodiques**, nous avons travaillé à partir d'un tableau Excel recensant tous les périodiques soumis à abonnement. Pour le compléter, nous avons eu recours à la *Liste des périodiques conservés à la Documentation Française* (La Documentation

¹ Le terme d' « ouvrage » englobe ici les ouvrages stricto sensu ainsi que les publications en série d'une périodicité égale ou supérieure à un an.

Française, 11/96) ainsi qu'aux catalogues informatique et papier de la bibliothèque pour les périodiques du fonds Afrique puisqu'ils ne figurent pas dans la liste de la dF.

Les critères retenus pour l'élaboration des statistiques ont été :

- Le sujet du périodique : Dewey étant le système d'indexation de la bibliothèque, nous avons pu réutiliser les indices présents dans le module de catalogage².
- Les zones géographiques couvertes par les documents.
- Les années demandées : la mission essentielle de la bibliothèque étant d'offrir aux lecteurs une documentation sur l'actualité politique, économique et sociale, il nous a semblé intéressant de déterminer quel « degré » d'actualité était réclamé par les lecteurs. Toutefois, l'échantillon étudié ne concerne que les demandes de documents se trouvant en-dehors du libre accès. L'analyse ne permet donc pas de montrer le taux de rotation de la collection des quotidiens, hebdomadaires, mensuels et revues très récents pour certains (notamment ceux dont les 3 derniers mois figurent en libre accès) présents dans la salle des périodiques. Pour mesurer ce taux, seule une observation des lecteurs de périodiques en salle sur une période similaire (1 mois) comblerait cette lacune.

b) pour les ouvrages, nous avons rentré dans un tableau Excel les 1000 titres demandés, l'auteur et la cote correspondants, puis, pour chaque demande, une série de critères d'identification :

- Le sujet et la zone géographique de l'ouvrage : même méthode que pour les périodiques en recourant aux indices Dewey mentionnés dans le module de catalogage et au fichier papier pour les quelques ouvrages non recensés dans Dynix.
- L'année d'édition de l'ouvrage demandé³ : même recherche du degré d'actualité demandé que pour les périodiques. Ce critère n'ayant pas été retenu immédiatement, l'échantillon de celui-ci est réduit à 566 ouvrages.

² Indices établis par la bibliothèque d'après la 19^e édition (1990) de l'abrégé de la classification Dewey.

³ L'échantillon total des ouvrages est ici supérieur à 1000 (1035) car certaines demandes portent sur plusieurs années d'une même publication.

- Les publications annuelles : distinctes du reste des documents dans les choix d'acquisition, il est apparu nécessaire d'évaluer leur importance parmi la documentation consultée.
- La langue de l'ouvrage : cette caractéristique permet de mesurer le taux de sortie des ouvrages étrangers secondaires dans les choix d'acquisition.
- Les ouvrages de référence définis comme étant des « ouvrages dont la consultation permet de donner un renseignement direct ou une orientation de recherche »⁴.
- Les sources officielles nationales et internationales : celles-ci représentent l'originalité et une force essentielle de la documentation offerte par la bibliothèque. Pour ce travail statistique, ont été considérés comme sources officielles les textes législatifs et jurisprudences, les publications statistiques, les rapports et études publiés ou non (littérature grise) par les administrations centrales, les organisations internationales et les organismes rattachés à ceux-ci.

Enfin, pour les périodiques comme pour les ouvrages, nous avons cherché à mesurer le poids du fonds Afrique dans les demandes de consultation. Ce fonds nécessite effectivement une approche différenciée du fait de l'histoire de sa constitution⁴ et des interrogations sur son exploitation future.

2. Les résultats :

a) les sujets demandés⁵

Afin d'obtenir des résultats plus homogènes, il a été décidé de synthétiser les indices Dewey recensés en ne conservant que les 3 premiers chiffres. L'objectif ici était de trouver un compromis entre une approche trop encyclopédique non conforme à la nature du fonds de la bibliothèque et la nécessité malgré tout d'obtenir des résultats suffisamment synthétiques pour être opératoires. Dans un but de comparaison des résultats entre périodiques et ouvrages, nous n'avons retenu que les sujets les plus demandés.

En ce qui concerne les périodiques, l'indice 070 (journalisme, presse, édition) arrive en tête avec 204 demandes (20%). Cet indice recouvre en réalité essentiellement des

⁴ ACCART (J.P.) et RETHY (M.P.). *Le métier de documentaliste*. Cercle de la Librairie : Paris, 1999.

quotidiens et des hebdomadaires d'actualité générale. L'intérêt des lecteurs pour les journaux économiques se manifeste à travers les 147 demandes (14,41%) portant sur l'indice 330 (économie).

Puis viennent les indices 327 (relations internationales) avec 94 demandes (9,22%) et 320 (sciences politiques) avec 67 demandes (6,57%).

La science politique prend à peu près les mêmes proportions dans les statistiques d'ouvrages avec 56 demandes (5,6%).

Mais la principale caractéristique des sujets demandés pour les ouvrages réside dans le poids majeur de l'économie à travers 4 indices : l'indice 338 (production) qui se détache nettement avec 100 demandes (10%), l'indice 330 (économie) avec 51 demandes (5,1%), l'indice 332 (économie financière) avec 45 demandes (4,5%), et l'indice 331 (économie du travail) avec 38 demandes (3,8%).

b) les zones géographiques

Grâce aux données présentes dans le module de catalogage, nous avons pu déterminer les zones géographiques couvertes par les documents consultés. Certains documents, compte tenu du caractère général ou théorique de leur contenu, ne comportaient pas de mention géographique. On remarque également que cette information est rarement mentionnée pour les périodiques.

Pour une meilleure compréhension des résultats, signalons par ailleurs qu'un même document peut traiter de plusieurs zones géographiques à la fois. C'est la fréquence d'apparition de chaque zone qui est comptabilisée.

La France apparaît 69 fois pour les périodiques (chiffre réel sans doute supérieur compte tenu de l'indication donnée supra) et 404 fois pour les ouvrages. A ce niveau, la demande d'ouvrages semble réellement suivre l'offre documentaire puisque la France représente 50% du fonds général de la bibliothèque.

⁵ Les tableaux détaillés des sujets demandés pour les périodiques et les ouvrages se trouvent à la fin de l'étude.

S'agissant des autres zones géographiques, leurs occurrences se répartissent comme suit :

Zone géographique	Périodiques	Ouvrages
URSS (CEI), Europe Orientale	30	26
Asie, Extrême Orient, Orient	55	31
Moyen-Orient et Proche-Orient	29	12
Europe, Union Européenne	4	46
Europe Centrale, Allemagne	25	24
Amérique du Nord	-	17
Amérique Latine	5	19
Pays de sous-développement	14	17
Pays de haut-développement	-	17

Concernant le fonds Afrique, nous avons extrait tous les documents demandés où l'Afrique apparaissait en tant que sujet ou en tant que zone géographique. Ainsi, 156 demandes de périodiques (15,29%) et 34 demandes d'ouvrages (3,4%) portaient sur l'Afrique. Il faut ici comparer ces résultats avec la répartition périodiques/ouvrages du fonds Afrique qui est de 2000 pour 60 000. On remarque dès lors que la tendance de la demande est l'inverse de celle de l'offre et marque un fort intérêt pour les périodiques sur l'Afrique.

c) la période demandée :

Le poids de l'actualité « immédiate » (années 1998-1999) est manifeste pour toutes les demandes de documents avec une tendance accrue pour les périodiques (23,53% contre 14,13% pour les ouvrages).

Concernant les demandes d'ouvrages, elles se concentrent très majoritairement sur les années 1990 (69,43%). Il en va différemment pour les périodiques dont les demandes

majoritaires se répartissent entre les années 1998-1999 (23,53%), les années 1990 (39,31%) et les années 1980 (15,78%). Autre élément de distinction, la période 1945-1969 est bien représentée dans les demandes de périodiques (11,27%) alors qu'elle est quasi négligeable s'agissant des ouvrages (2,65%).

Répartition des dates de publication des périodiques	nb	%
date non mentionnée	11	1,08%
à partir de 1980	2	0,20%
1998-1999	240	23,53%
années 1990	401	39,31%
années 1980	161	15,78%
années 1970	87	8,53%
1945-1969	115	11,27%
avant 1945	3	0,29%
total	1020	100,00%

Répartition des dates d'édition des ouvrages demandés	nb	%
le + récent	7	1,24%
1998-1999	80	14,13%
années 1990	393	69,43%
années 1980	64	11,31%
années 1970	7	1,24%
1945-1969	15	2,65%
total	566	100,00%

d) publications annuelles et ouvrages de référence :

Les demandes d'ouvrages comportent 38 publications annuelles (3,8%) et 42 ouvrages de référence (4,2%). Les ouvrages de référence sont ici essentiellement constitués d'annuaires statistiques, d'annuaires de divers types (adresses, diplomatiques...), d'atlas, de dictionnaires, d'encyclopédies et de codes.

e) les langues :

Conformément à la composition du fonds, le français est majoritaire (93,6%). L'anglais représente 6,10% des demandes et l'espagnol, 0,3%.

f) les sources officielles :

Elles occupent une place non négligeable avec 19,8% des demandes. Parmi elles, les sources officielles nationales sont majoritaires : elles représentent plus des 2/3 des sources officielles (65,15%) contre 34,85% pour les sources officielles internationales.

L'ensemble des informations recueillies grâce à ce travail statistique ne doit pas faire oublier qu'elles ne concernent que les documents exclus du libre accès. C'est pourquoi, il sera intéressant de les comparer aux résultats de l'enquête qui visent l'ensemble de la documentation de la bibliothèque utilisée par les lecteurs pour appréhender de manière plus globale et plus complète les caractéristiques des documents les plus consultés.

Tableau des sujets synthétisés et des mentions géographiques des périodiques

consultés :

synthèse sujet et mentions géographiques (indices Dewey)	libellé du sujet et des mentions géographiques (Dewey)	nb	%
	[pas de précision du sujet]	43	4,22%
001	le savoir	2	0,20%
025	opérations bibliothéconomiques et documentaires	1	0,10%
070	journalisme, presse, édition	204	20,00%
261	l'Eglise et la société	1	0,10%
282	Eglise catholique romaine	2	0,20%
300	sciences sociales	15	1,47%
301	sociologie	5	0,49%
302	interaction sociale	8	0,78%
304	influence des facteurs naturels sur les processus sociaux	1	0,10%
310	statistiques	4	0,39%
320	science politique	24	2,35%
325	migrations internationales	1	0,10%
327	relations internationales	88	8,63%
330	économie	68	6,67%
331	économie du travail	7	0,69%
332	économie financière	11	1,08%
333	économie de la terre et des ressources naturelles	1	0,10%
334	coopératives	1	0,10%
335	socialisme et systèmes apparentés	1	0,10%
336	finances publiques	4	0,39%
337	économie internationale	4	0,39%
338	production	8	0,78%
340	droit	8	0,78%
341	droit international	11	1,08%
342	droit constitutionnel et administratif	11	1,08%
344	droit social	2	0,20%
345	droit pénal	1	0,10%
346	droit privé	8	0,78%
351	gouvernements centraux	2	0,20%
352	gouvernements locaux (collectivités locales)	2	0,20%
355	art et science militaires	3	0,29%
361	problèmes sociaux, aide sociale	7	0,69%
363	autres problèmes et services sociaux	3	0,29%
366	associations	1	0,10%
370	éducation	5	0,49%
381	commerce intérieur	2	0,20%
382	commerce international (extérieur)	17	1,67%
389	métrologie et normalisation	3	0,29%
614	santé publique et sujets connexes	2	0,20%
624	génie civil	3	0,29%
658	gestion des entreprises privées et publiques	5	0,49%
711	urbanisme, aménagement du territoire	6	0,59%
770	la photographie et les photographies	1	0,10%
847	satire, humour	1	0,10%
900	géographie, histoire générales et sciences auxiliaires	3	0,29%
909	histoire générale du monde, civilisation	1	0,10%
910	géographie générale, voyages	1	0,10%
911	géographie historique	1	0,10%
915	géographie de l'Asie	2	0,20%

916	géographie de l'Afrique	24	2,35%
918	géographie de l'Amérique du Sud	7	0,69%
960	histoire générale de l'Afrique	16	1,57%
070/302	journalisme, presse, édition/interaction sociale	13	1,27%
200/327	religion/relations internationales	1	0,10%
300(914.7)	sciences sociales (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
300(918)	sciences sociales (<i>Amérique latine</i>)	1	0,10%
300/320	sciences sociales/science politique	3	0,29%
301(917.2)	sociologie (<i>Amérique Centrale, Mexique</i>)	2	0,20%
301/361	sociologie/problèmes sociaux, aide sociale	8	0,78%
307/361	petits groupes et communautés/problèmes sociaux, aide sociale	2	0,20%
309(917.3)	conjoncture et conditions sociales (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
310/338	statistiques/production	2	0,20%
320(914.4)	science politique (<i>France</i>)	16	1,57%
320(915)	science politique (<i>Asie, Extrême-Orient, Orient</i>)	1	0,10%
320(915.1)	science politique (<i>Chine et territoires adjacents</i>)	1	0,10%
320(915.6)	science politique (<i>Moyen-Orient et Proche-Orient</i>)	1	0,10%
320(916)	science politique (<i>Afrique</i>)	6	0,59%
320(916.66)	science politique (<i>Libéria et Côte-d'Ivoire</i>)	2	0,20%
320(916.711)	science politique (<i>Cameroun</i>)	3	0,29%
320(916.72)	science politique (<i>Gabon et Congo</i>)	8	0,78%
320(916.91)	science politique (<i>Madagascar</i>)	3	0,29%
320(959)	science politique (<i>Asie du Sud-Est</i>)	2	0,20%
320/324	science politique/la vie politique	2	0,20%
320/327	science politique/relations internationales	3	0,29%
320/330	science politique/économie	3	0,29%
320/330(916.75)	science politique/économie (<i>Anciens territoires belges, Zaïre, Rwanda et Burundi</i>)	3	0,29%
320/337.142	science politique/CEE, UE	1	0,10%
321(914.4)	types d'Etats et de gouvernements (<i>France</i>)	1	0,10%
323(915.6)	relations entre l'Etat et les citoyens (<i>Moyen-Orient et Proche-Orient</i>)	3	0,29%
323(916)	relations entre l'Etat et les citoyens (<i>Afrique</i>)	2	0,20%
325(916.1)	migrations internationales (<i>Afrique du Nord</i>)	2	0,20%
325/341	migrations internationales/droit international	1	0,10%
325/370	migrations internationales/éducation	2	0,20%
327(915/916)	relations internationales (<i>Asie, Extrême-Orient, Orient/Afrique</i>)	6	0,59%
327/341	relations internationales/droit international	3	0,29%
330(911.722)	économie (<i>pays de haut-développement</i>)	5	0,49%
330(911.724)	économie (<i>pays de sous-développement</i>)	3	0,29%
330(914.4)	économie (<i>France</i>)	6	0,59%
330(914.47)	économie (<i>S-O de la France, Aquitaine, Guyenne et gascogne, Pyrénées</i>)	1	0,10%
330(914.7)	économie (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	3	0,29%
330(914.741)	économie (<i>Estonie</i>)	2	0,20%
330(915)	économie (<i>Asie, Extrême-Orient, Orient</i>)	9	0,88%
330(915.1)	économie (<i>Chine et territoires adjacents</i>)	15	1,47%
330(916)	économie (<i>Afrique</i>)	21	2,06%
330(916.1)	économie (<i>Afrique du Nord</i>)	4	0,39%
330(916.72)	économie (<i>Gabon et Congo</i>)	9	0,88%
330(916.78)	économie (<i>Tanzanie, Tanganyka</i>)	1	0,10%
330(916.8)	économie (<i>Afrique du Sud, République d'Afrique, Afrique Australe</i>)	1	0,10%
330/332	économie/économie financière	1	0,10%
330/332(915.2)	économie/économie financière (<i>Japon et îles adjacentes</i>)	1	0,10%
330/337.142/916	économie/CEE, UE/Afrique	1	0,10%
330/338/361	économie/production/problèmes sociaux, aide sociale	1	0,10%
330/352	économie/gouvernements locaux (collectivités locales)	3	0,29%
331(914.4)	économie du travail (<i>France</i>)	1	0,10%
332(914.4)	économie financière (<i>France</i>)	1	0,10%

332/336(916)	économie financière/finances publiques (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
332/337	économie financière/économie internationale	2	0,20%
335(914.7)	socialisme et systèmes apparentés (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
337.142	CEE, UE	1	0,10%
338(914.4)	production (<i>France</i>)	5	0,49%
338(916)	production (<i>Afrique</i>)	3	0,29%
338(916.711)	production (<i>Cameroun</i>)	1	0,10%
340(916)	droit (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
340/306	droit/culture et normes de comportement	1	0,10%
341/370	droit international/éducation	3	0,29%
344(914.4)	droit social (<i>France</i>)	1	0,10%
352(914.4)	gouvernements locaux (collectivités locales) (<i>France</i>)	2	0,20%
355(914.4)	art et science militaires (<i>France</i>)	12	1,18%
355(916.1)	art et science militaires (<i>Afrique du Nord</i>)	2	0,20%
355/359	art et science militaires/marine militaire	1	0,10%
361(914)	problèmes sociaux, aide sociale (<i>Europe</i>)	1	0,10%
361(914.4)	problèmes sociaux, aide sociale (<i>France</i>)	1	0,10%
361(916)	problèmes sociaux, aide sociale (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
361(916.72)	problèmes sociaux, aide sociale (<i>Gabon et Congo</i>)	1	0,10%
370(914.4)	éducation (<i>France</i>)	4	0,39%
382(914.4)	commerce international (extérieur) (<i>France</i>)	1	0,10%
614(914.4)	santé publique et sujets connexes (<i>France</i>)	7	0,69%
618(911.3)	autres branches de la médecine, gynécologie et obstétrique (<i>Tropiques</i>)	1	0,10%
624(914.4)	génie civil (<i>France</i>)	2	0,20%
658(914.4)	gestion des entreprises privées et publiques (<i>France</i>)	3	0,29%
796(914.4)	sports, jeux athlétiques d'extérieur (<i>France</i>)	1	0,10%
911.3	Tropiques	2	0,20%
911.724	Pays de sous-développement	6	0,59%
911.82	Régions de la Méditerranée	1	0,10%
914.3	Europe Centrale, Allemagne	3	0,29%
914.3/914.7	Europe Centrale, Allemagne/URSS, Europe Orientale	3	0,29%
914.3/914.7/915	Europe Centrale, Allemagne/URSS, Europe Orientale/Asie, Extrême-Orient, Orient	1	0,10%
914.3/914.7/915.1	Europe Centrale, Allemagne/URSS, Europe Orientale/Chine et territoires adjacents	18	1,76%
914.43	N-E de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace	1	0,10%
914.49	S-E de la France, Provence, Dauphiné, Corse, Monaco	3	0,29%
914.7	URSS, Europe Orientale	3	0,29%
915.1	Chine et territoires adjacents	18	1,76%
915.6/916.1	Moyen-Orient et Proche-Orient/Afrique du Nord	25	2,45%
915.662	Arménie	2	0,20%
916.11	Tunisie	1	0,10%
916.5	Algérie	1	0,10%
916.66	Libéria et Côte-d'Ivoire	3	0,29%
916.72	Gabon et Congo	2	0,20%
916.75	Anciens territoires belges, Zaire, Rwanda et Burundi	2	0,20%
917.291	Cuba	1	0,10%
918.3	Chili	1	0,10%
947.084	Europe de l'Est, URSS : 20 ^e siècle et régime communiste	2	0,20%
TOTAL		1020	100,00%

Tableau des sujets synthétisés et des mentions géographiques des ouvrages consultés :

synthèse sujet et mentions géographiques (indices Dewey)	Libellé du sujet et des mentions géographiques (Dewey)	nb	%
004	traitement des données, informatique	4	0,40%
025	opérations bibliothéconomiques et documentaires	3	0,30%
030	encyclopédies générales	1	0,10%
070	journalisme, presse, édition	6	0,60%
200	religion	2	0,20%
289	autres confessions et sectes	4	0,40%
297	islam et religions dérivées	1	0,10%
301	sociologie	4	0,40%
302	interaction sociale	10	1,00%
303	processus sociaux	2	0,20%
304	influence des facteurs naturels sur les processus sociaux	1	0,10%
305	structure de la société	4	0,40%
306	culture et normes de comportement	11	1,10%
312	statistiques démographiques	1	0,10%
320	science politique	26	2,60%
321	types d'états et de gouvernements	3	0,30%
323	relations entre l'Etat et les citoyens	5	0,50%
325	migrations internationales	4	0,40%
327	relations internationales	6	0,60%
330	économie	14	1,40%
331	économie du travail	4	0,40%
332	économie financière	24	2,40%
333	économie de la terre et des ressources naturelles	2	0,20%
336	finances publiques	1	0,10%
337	économie internationale	9	0,90%
338	production	27	2,70%
340	droit	3	0,30%
341	droit international	9	0,90%
342	droit constitutionnel et administratif	1	0,10%
347	procédure civile	1	0,10%
350	administration publique, organes exécutifs du gouvernement, art et science militaires	1	0,10%
351	gouvernements centraux	2	0,20%
355	art et science militaires	1	0,10%
361	problèmes sociaux, aide sociale	4	0,40%
362	problèmes et services sociaux spécifiques	6	0,60%
363	autres problèmes et services sociaux	9	0,90%
365	établissements pénitentiaires	1	0,10%
370	éducation	2	0,20%
371	généralités de l'éducation	3	0,30%
378	enseignement supérieur	5	0,50%
380	commerce, communication, transports	3	0,30%
382	commerce international (extérieur)	20	2,00%
384	autres systèmes de communication, télécommunications	4	0,40%
387	transports maritime, aérien, spatial	1	0,10%
389	métrologie et normalisation	1	0,10%
390	coutumes, savoir-vivre, folklore	3	0,30%

400	langage	1	0,10%
423	dictionnaires	1	0,10%
440	langues romanes, français	2	0,20%
441	description et analyse de la langue française correcte	1	0,10%
447	formes autres [français]	1	0,10%
519	probabilités et mathématiques appliquées	1	0,10%
526	géographie mathématique	1	0,10%
600	techniques (sciences appliquées)	1	0,10%
610	sciences médicales, médecine	1	0,10%
616	maladies	2	0,20%
620	art de l'ingénieur et activités connexes	1	0,10%
629	autres branches de l'art de l'ingénieur	1	0,10%
633	produits des champs	3	0,30%
639	animaux et plantes sauvages	1	0,10%
641	nourriture et boisson	1	0,10%
650	gestion de l'entreprise et services annexes	1	0,10%
658	gestion des entreprises privées et publiques	13	1,30%
659	publicité et relations publiques	1	0,10%
669	métallurgie	1	0,10%
700	Les arts, beaux-arts et arts décoratifs	2	0,20%
708	galeries, musées, collections	6	0,60%
709	histoire et géographie des beaux-arts et des arts décoratifs	1	0,10%
711	urbanisme, aménagement du territoire	3	0,30%
780	musique	1	0,10%
790	loisirs et arts du spectacle	1	0,10%
791	représentations scéniques	1	0,10%
792	théâtre, représentations sur scène	1	0,10%
900	géographie, histoire générales et sciences auxiliaires	1	0,10%
910	géographie générale, voyages	2	0,20%
914	géographie de l'Europe	1	0,10%
917	géographie de l'Amérique du Nord	1	0,10%
920	biographies générales	3	0,30%
930	histoire générale du monde ancien	2	0,20%
940	histoire générale de l'Europe, Europe de l'Ouest	1	0,10%
944	France	2	0,20%
947	Europe de l'Est, URSS	1	0,10%
001(914)	Le savoir (<i>Europe</i>)	1	0,10%
001(914.4)	Le savoir (<i>France</i>)	1	0,10%
004(914.4)	traitement des données, informatique (<i>France</i>)	1	0,10%
004/342	traitement des données, informatique/droit constitutionnel et administratif	1	0,10%
004/770	traitement des données, informatique/la photographie et les photographies	1	0,10%
027(914.4)	bibliothèques générales (encyclopédiques) (<i>France</i>)	1	0,10%
070(914.4)	journalisme, presse, édition (<i>France</i>)	14	1,40%
200(911.724)	religion (<i>pays de sous-développement</i>)	1	0,10%
200/070	religion/journalisme, presse, édition	1	0,10%
211(914.4)	concepts de Dieu (<i>France</i>)	2	0,20%
25(914.4)	opérations bibliothéconomiques et documentaires (<i>France</i>)	1	0,10%
262(914.4)	ecclésiologie (<i>France</i>)	1	0,10%
028(914.4)	lecture et utilisation des autres médias d'information	1	0,10%
289(914.4)	autres confessions et sectes (<i>France</i>)	3	0,30%

301(914.4)	sociologie (France)	4	0,40%
301(914.43)	sociologie (Nord-Est de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace)	1	0,10%
301(917.3)	sociologie (Etats-Unis)	1	0,10%
301(918.1)	sociologie (Brésil)	1	0,10%
302(337.142)	interaction sociale (CEE, UE)	1	0,10%
302(911.722)	interaction sociale (pays de haut-développement)	1	0,10%
302(911.724)	interaction sociale (pays de sous-développement)	1	0,10%
302(914.4)	interaction sociale (France)	16	1,60%
302/790	interaction sociale/loisirs et arts du spectacles	2	0,20%
303(914.4)	processus sociaux (France)	1	0,10%
303/004	processus sociaux/traitement des données, informatique	1	0,10%
304(914.4 et 914.1)	influence des facteurs naturels sur les processus sociaux (France et Royaume-Uni)	1	0,10%
304(914.4)	influence des facteurs naturels sur les processus sociaux (France)	2	0,20%
305(911.724)	structure de la société (pays de sous-développement)	2	0,20%
305(914.4)	structure de la société (France)	7	0,70%
305(916.7)	structure de la société (Afrique centrale et îles au large, Afrique orientale)	1	0,10%
306(337.142)	culture et normes de comportement (CEE, UE)	1	0,10%
306(911.724)	culture et normes de comportement (pays de sous-développement)	1	0,10%
306(914.4)	culture et normes de comportement (France)	13	1,30%
306/330	culture et normes de comportement/économie	1	0,10%
307(914.4)	petits groupes et communautés (France)	1	0,10%
309(915.1)	conjoncture et conditions sociales (Chine et territoires adjacents)	1	0,10%
310(914.4)	statistiques (France)	1	0,10%
320(911.62)	science politique (Océans et mers)	1	0,10%
320(911.76)	science politique (zones déterminées par la religion)	1	0,10%
320(914.3)	science politique (Europe Centrale, Allemagne)	7	0,70%
320(914.4)	science politique (France)	8	0,80%
320(914.49)	science politique (Sud-Est de la France, Provence, Dauphiné, Corse, Monaco)	1	0,10%
320(914.7)	science politique (URSS, Europe Orientale)	3	0,30%
320(914.97)	science politique (Yougoslavie et Bulgarie)	1	0,10%
320(914.971)	science politique (Yougoslavie et Bulgarie)	1	0,10%
320(914.98)	science politique (Roumanie)	3	0,30%
320(915.694)	science politique (Palestine, Israël)	2	0,20%
320(916.12)	science politique (Libie)	1	0,10%
320(918)	science politique (Amérique latine)	1	0,10%
321(914.4)	types d'états et de gouvernements (France)	1	0,10%
321(914.96)	types d'états et de gouvernements (Péninsule des Balkans, Albanie)	2	0,20%
323(914.4)	relations entre l'Etat et les citoyens (France)	1	0,10%
323(915.3)	relations entre l'Etat et les citoyens (Péninsule arabique et territoires adjacents)	1	0,10%
323(915.695)	relations entre l'Etat et les citoyens (Moyen-Orient et Proche-Orient)	1	0,10%
324(914.4)	la vie politique (France)	2	0,20%
325(337.142)	migrations internationales (CEE, UE)	1	0,10%
325(911.722)	migrations internationales (pays de haut-développement)	2	0,20%
325(914.4)	migrations internationales (France)	11	1,10%
327(914.1/914.4)	relations internationales (Royaume Uni)	2	0,20%
327(914.4)	relations internationales (France)	8	0,80%
327(915)	relations internationales (Asie, Extrême-Orient, Orient)	1	0,10%
327(915.38)	relations internationales (Arabie Saoudite)	1	0,10%
327(915.4)	relations internationales (Asie du Sud, Inde)	1	0,10%
330(911.722)	économie (pays de haut-développement)	3	0,30%

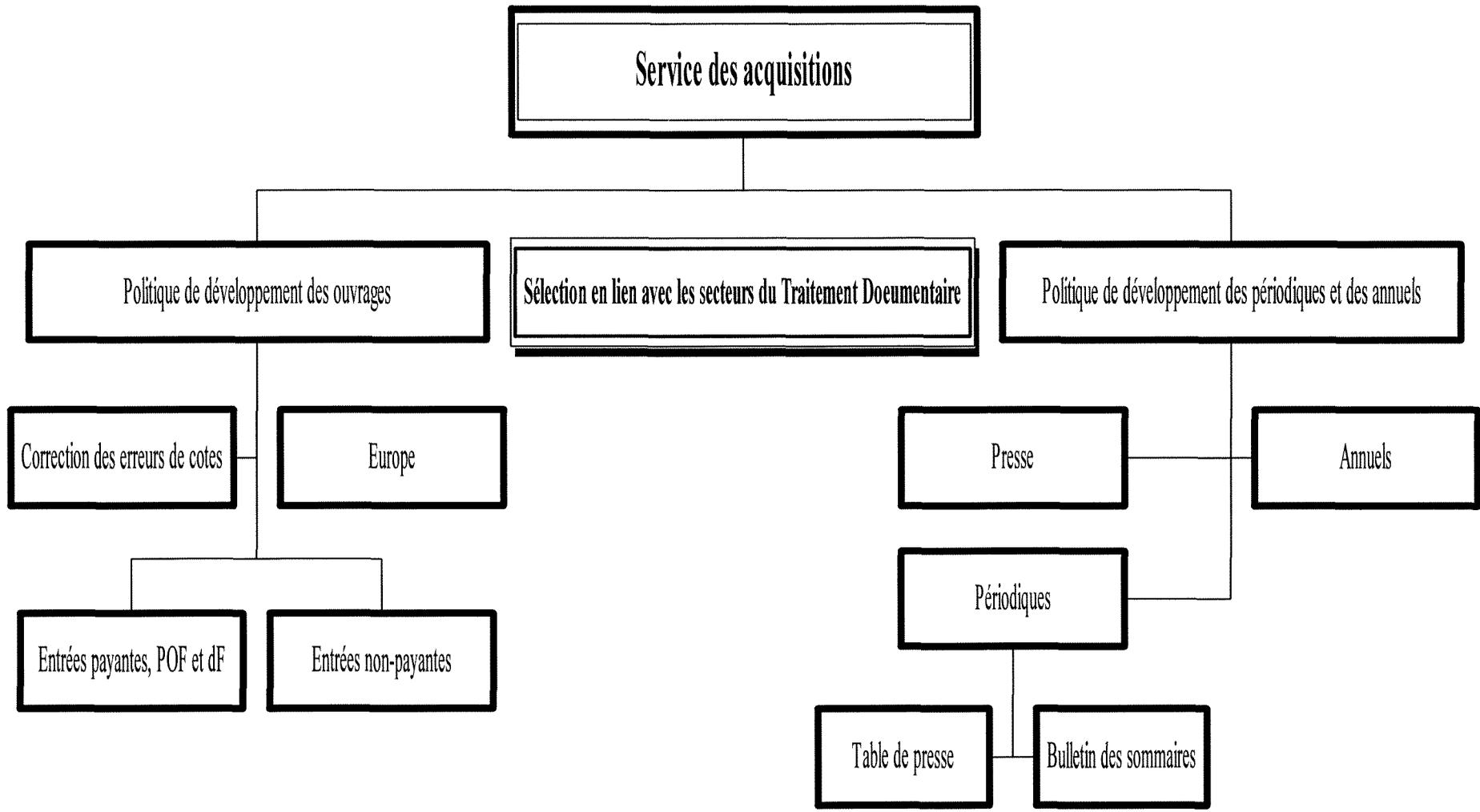
330(911.724)	économie (pays de sous-développement)	3	0,30%
330(914.3)	économie (Europe centrale, Allemagne)	1	0,10%
330(914.4)	économie (France)	7	0,70%
330(914.5)	économie (Italie)	1	0,10%
330(914.69)	économie (Portugal, Açores, Baléares)	1	0,10%
330(914.7)	économie (URSS, Europe Orientale)	4	0,40%
330(914.771)	économie (Ukraine)	1	0,10%
330(915.1)	économie (Chine et territoires adjacents)	1	0,10%
330(915.19)	économie (Corée)	1	0,10%
330(915.4)	économie (Asie du Sud, Inde)	1	0,10%
330(916)	économie (Afrique)	3	0,30%
330(916.11)	économie (Tunisie)	1	0,10%
330(916.5)	économie (Algérie)	1	0,10%
330(916.7)	économie (Afrique centrale et îles au large, Afrique Orientale)	1	0,10%
330(916.9)	économie (Iles du Sud de l'Océan Indien)	1	0,10%
330(916.981)	économie (Réunion)	1	0,10%
330(917.2)	économie (Amérique Centrale, Mexique)	1	0,10%
330(918.1)	économie (Brésil)	1	0,10%
330(965)	économie (Algérie)	1	0,10%
331(911.717)	économie du travail (Bloc communiste)	1	0,10%
331(911.722)	économie du travail (pays de haut-développement)	2	0,20%
331(914.4)	économie du travail (France)	30	3,00%
331(916)	économie du travail (Afrique)	1	0,10%
331/337.142	économie du travail/CEE, UE	1	0,10%
332(337.142)	économie financière (CEE, UE)	4	0,40%
332(911.72)	économie financière (zones déterminées par le niveau de développement économique)	1	0,10%
332(914.3)	économie financière (Europe Centrale, Allemagne)	1	0,10%
332(914.4)	économie financière (France)	8	0,80%
332(914.7)	économie financière (URSS, Europe Orientale)	2	0,20%
332(915)	économie financière (Asie, Extrême-Orient, Orient)	1	0,10%
332(915.6)	économie financière (Moyen-Orient et Proche-Orient)	1	0,10%
332(916.5)	économie financière (Algérie)	1	0,10%
332(916.61)	économie financière (Mauritanie)	1	0,10%
332(965)	économie financière (Algérie)	1	0,10%
333(337.142)	économie de la terre et des ressources naturelles (CEE, UE)	1	0,10%
333(911.638)	économie de la terre et des ressources naturelles (Mer Méditerranée)	1	0,10%
333(914)	économie de la terre et des ressources naturelles (Europe)	1	0,10%
333(914.4)	économie de la terre et des ressources naturelles (France)	4	0,40%
333(915.8)	économie de la terre et des ressources naturelles (Asie centrale, Turkestan)	1	0,10%
336(911.724)	finances publiques (pays de sous-développement)	1	0,10%
336(914.4)	finances publiques (France)	3	0,30%
336(917.3)	finances publiques (Etats-Unis)	1	0,10%
337.142	CEE, UE	4	0,40%
337.142/916	CEE, UE /Afrique	1	0,10%
337.142/911.62	CEE, UE/Océans et mers	1	0,10%
337.142/916.1	CEE, UE/Afrique du Nord	1	0,10%
338(337.142)	production (CEE, UE)	3	0,30%
338(911.3)	production (Tropiques)	1	0,10%
338(911.724 et 914.7)	production (pays de sous-développement et URSS, Europe Orientale)	1	0,10%
338(911.724)	production (pays de haut-développement)	5	0,50%

338(914)	production (Europe)	1	0,10%
338(914.3)	production (Europe Centrale, Allemagne)	1	0,10%
338(914.39)	production (Hongrie)	1	0,10%
338(914.4)	production (France)	29	2,90%
338(914.43)	production (Nord-Est de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace)	5	0,50%
338(914.69)	production (Portugal, Açores, Baléares)	1	0,10%
338(914.7)	production (URSS, Europe Orientale)	2	0,20%
338(914.74)	production (Région soviétique de la Mer Baltique)	1	0,10%
338(914.98)	production (Roumanie)	1	0,10%
338(915.1)	production (Chine et territoires adjacents)	1	0,10%
338(915.3)	production (Péninsule arabique et territoires adjacents)	3	0,30%
338(915.9)	production (Asie du Sud-Est)	6	0,60%
338(915.952)	production (Singapour)	1	0,10%
338(916.1/916.6/914.7)	production (Afrique du Nord/Afrique Occidentale et îles au large/ URSS, Europe Orientale)	1	0,10%
338(916.11)	production (Tunisie)	1	0,10%
338(916.75)	production (Anciens territoires belges, Zaïre, Rwanda et Burundi)	1	0,10%
338(917.3)	production (Etats-Unis)	4	0,40%
338(918.1)	production (Brésil)	1	0,10%
338(918.1/918.2)	production (Brésil/Argentine)	1	0,10%
338/363(911.717)	production/autres problèmes et services sociaux (Bloc communiste)	1	0,10%
339(914.4 et 914.93)	macroéconomie (France et Belgique, Luxembourg)	1	0,10%
339(914.4)	macroéconomie (France)	7	0,70%
340(337.142)	droit (CEE, UE)	2	0,20%
340(914.4)	droit (France)	3	0,30%
340(914.4/914.7)	droit (France /URSS, Europe Orientale)	1	0,10%
341(914.4)	droit international (France)	1	0,10%
341(914.97)	droit international (Yougoslavie et Bulgarie)	1	0,10%
342(337.142)	droit constitutionnel et administratif (CEE, UE)	3	0,30%
342(914.4)	droit constitutionnel et administratif (France)	5	0,50%
342(914.7)	droit constitutionnel et administratif (URSS, Europe Orientale)	1	0,10%
342(917.3)	droit constitutionnel et administratif (Etats-Unis)	1	0,10%
342(918.1)	droit constitutionnel et administratif (Brésil)	1	0,10%
343(914.4)	législations diverses en droit public (France)	1	0,10%
343(917.3)	législations diverses en droit public (Etats-Unis)	3	0,30%
345(914.4)	droit pénal (France)	1	0,10%
346(914.4)	droit privé (France)	7	0,70%
347(914.4)	procédure civile (France)	4	0,40%
347(916.61)	procédure civile (Mauritanie)	1	0,10%
350(914.4)	adm° publique, organes exécutifs du gouvernement, art et sciences militaires (France)	3	0,30%
351(911.722)	gouvernements centraux (pays de haut-développement)	1	0,10%
351(914)	gouvernements centraux (Europe)	1	0,10%
351(914.4)	gouvernements centraux (France)	22	2,20%
351(916.66)	gouvernements centraux (Libéria et Côte-d'Ivoire)	1	0,10%
352(914.3)	gouvernements locaux (collectivités locales) (Europe Centrale, Allemagne)	1	0,10%
352(914.4)	gouvernements locaux (collectivités locales) (France)	13	1,30%
352(914.7)	gouvernements locaux (collectivités locales) (URSS, Europe orientale)	1	0,10%
355(337.142 et 914.4)	art et science militaires (CEE, UE et France)	1	0,10%
355(914)	art et science militaires (Europe)	1	0,10%
355(914.4 et 337.142)	art et science militaires (France et CEE, UE)	1	0,10%
355(914.4/337.142)	art et science militaires (France/CEE, UE)	1	0,10%

355(915)	art et science militaires (<i>Asie, Extrême Orient, Orient</i>)	1	0,10%
360(914.4)	problèmes et services sociaux, associations (<i>France</i>)	1	0,10%
362(914.4)	problèmes et services sociaux spécifiques (<i>Antilles et Bermudes</i>)	10	1,00%
362(917.29)	problèmes et services sociaux spécifiques (<i>Amérique latine</i>)	1	0,10%
362(918)	problèmes et services sociaux spécifiques (<i>Amérique latine</i>)	1	0,10%
363(914)	autres problèmes et services sociaux (<i>Europe</i>)	1	0,10%
363(914.4)	autres problèmes et services sociaux (<i>France</i>)	13	1,30%
363(915.9)	autres problèmes et services sociaux (<i>Asie du Sud-Est</i>)	1	0,10%
364(914.4)	criminologie (<i>France</i>)	4	0,40%
366(911.722)	associations (<i>pays de haut-développement</i>)	1	0,10%
368(914.4)	assurances (<i>France</i>)	2	0,20%
370(914.4)	éducation (<i>France</i>)	1	0,10%
370(914.7)	éducation (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
371(337.142)	généralités de l'éducation (<i>CEE, UE</i>)	1	0,10%
371(914.4)	généralités de l'éducation (<i>France</i>)	3	0,30%
374(911.722 et 914.4)	instruction des adultes (<i>pays de haut-développement et France</i>)	1	0,10%
378(914.4)	enseignement supérieur (<i>France</i>)	6	0,60%
378(914.43)	enseignement supérieur (<i>N-E de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace</i>)	1	0,10%
378(916)	enseignement supérieur (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
378/351(914.4)	enseignement supérieur/gouvernements centraux (<i>France</i>)	1	0,10%
379(914.3)	l'enseignement et l'Etat (<i>Europe Centrale, Allemagne</i>)	1	0,10%
379(914.4)	l'enseignement et l'Etat (<i>France</i>)	2	0,20%
380(337.142)	commerce, communication, transports (<i>CEE, UE</i>)	1	0,10%
380(914.3)	commerce, communication, transports (<i>Europe Centrale, Allemagne</i>)	1	0,10%
380(914.4)	commerce, communication, transports (<i>France</i>)	3	0,30%
380(914.43)	commerce, communication, transports (<i>Europe Centrale, Allemagne</i>)	1	0,10%
381(914.4)	commerce intérieur (<i>France</i>)	3	0,30%
381(915.9)	commerce intérieur (<i>Asie du Sud-Est</i>)	1	0,10%
381(916)	commerce intérieur (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
382(911.723)	commerce international (extérieur) (<i>pays de développement moyen</i>)	1	0,10%
382(911.724)	commerce international (extérieur) (<i>pays de sous-développement</i>)	1	0,10%
382(914.4 et 918)	commerce international (extérieur) (<i>France et Amérique latine</i>)	1	0,10%
382(914.4)	commerce international (extérieur) (<i>France</i>)	3	0,30%
382(915.9)	commerce international (extérieur) (<i>Asie du sud-Est</i>)	1	0,10%
382(916)	commerce international (extérieur) (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
382(918)	commerce international (extérieur) (<i>Amérique latine</i>)	1	0,10%
383(914)	communications postales (<i>Europe</i>)	1	0,10%
383(914.4)	communications postales (<i>France</i>)	1	0,10%
384(337.142)	autres systèmes de communication, télécommunications (<i>CEE, UE</i>)	1	0,10%
384(914.4)	autres systèmes de communication, télécommunications (<i>France</i>)	5	0,50%
385(914)	transports ferroviaires (<i>Europe</i>)	1	0,10%
386/388	transports par voie d'eau intérieures/transport au sol	1	0,10%
387(337.142)	transports maritime, aérien, spatial (<i>CEE, UE</i>)	2	0,20%
387(914)	transports maritime, aérien, spatial (<i>Europe</i>)	1	0,10%
388(914.4)	transport au sol (<i>France</i>)	3	0,30%
388(914.43)	transport au sol (<i>Nord-Est de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace</i>)	1	0,10%
060(914.4)	organisations générales et muséologie (<i>France</i>)	2	0,20%
600(914.4)	techniques (sciences appliquées) (<i>France</i>)	1	0,10%
607(914.4)	étude et enseignement (<i>France</i>)	1	0,10%
613(911.724)	hygiène générale, hygiène personnelle (<i>pays de sous-développement</i>)	1	0,10%

613(916)	hygiène générale, hygiène personnelle (<i>Afrique</i>)	1	0,10%
613/711(914.436)	hygiène générale, hygiène personnelle/urbanisme, aménagement du territoire (<i>Paris</i>)	1	0,10%
614(914.4)	santé publique et sujets connexes (<i>France</i>)	8	0,80%
614(915.3)	santé publique et sujets connexes (<i>Péninsule arabe et territoires adjacents</i>)	1	0,10%
616(914.4)	maladies (<i>France</i>)	2	0,20%
619(914.4)	médecine expérimentale (<i>France</i>)	1	0,10%
621(914.4)	physique appliquée (<i>France</i>)	2	0,20%
621(914.93)	physique appliquée (<i>Belgique, Luxembourg</i>)	1	0,10%
621(915.9)	physique appliquée (<i>Asie du Sud-Est</i>)	1	0,10%
629(914.4)	autres branches de l'art de l'ingénieur (<i>France</i>)	2	0,20%
629(914.47)	autres branches de l'art de l'ingénieur (<i>S-O France, Aquitaine, Guyenne et Gascogne, Pyrénées</i>)	1	0,10%
630(911.724)	agriculture et techniques connexes (<i>pays de sous-développement</i>)	1	0,10%
640(914.4)	économie domestique, vie à la maison (<i>France</i>)	1	0,10%
641(914)	nourriture et boisson (<i>Europe</i>)	1	0,10%
647/796(914.4)	org ^o des ets hôteliers, hôtels, restaurants/sports, jeux athlétiques d'extérieur (<i>France</i>)	1	0,10%
658(911.724)	gestion des entreprises privées et publiques (<i>pays de sous-développement</i>)	1	0,10%
658(914.4)	gestion des entreprises privées et publiques (<i>France</i>)	6	0,60%
658/352(914.4)	ges ^o des entreprises privées et publiques/gvts locaux-collectivités locales (<i>France</i>)	1	0,10%
664(914.4)	technologie des aliments (<i>France</i>)	1	0,10%
693(914.4)	construction de bâtiments de matériaux déterminés et à des fins déterminées (<i>France</i>)	1	0,10%
700(914.4)	les arts, beaux-arts et arts décoratifs (<i>France</i>)	2	0,20%
706(914.4)	organisations et commerce (<i>France</i>)	1	0,10%
708(914.4)	galeries, musées, collections (<i>France</i>)	2	0,20%
711(911.722)	urbanisme, aménagement du territoire (<i>pays de haut-développement</i>)	1	0,10%
711(914)	urbanisme, aménagement du territoire (<i>Europe</i>)	1	0,10%
711(914.4)	urbanisme, aménagement du territoire (<i>France</i>)	15	1,50%
711(914.43)	urbanisme, aménagement du territoire (<i>N-E France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace</i>)	1	0,10%
750(916.75)	la peinture et les peintures (<i>Anciens territoires belges, Zaïre, Rwanda et Burundi</i>)	1	0,10%
770(914.4)	la photographie et les photographies (<i>France</i>)	1	0,10%
780(914.4)	musique (<i>France</i>)	2	0,20%
790(914.4)	loisirs et arts du spectacle (<i>France</i>)	1	0,10%
791(914.4)	représentations scéniques (<i>France</i>)	3	0,30%
796(914.4)	sports, jeux athlétiques d'extérieurs (<i>France</i>)	7	0,70%
900(914.4)	géographie, histoire générales et sciences auxiliaires (<i>France</i>)	1	0,10%
902(915)	ouvrages divers relatifs à l'histoire générale (<i>Asie, Extrême-Orient, Orient</i>)	1	0,10%
910(914.7)	géographie générale, voyages (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
910(916.1)	géographie générale, voyages (<i>Afrique du Nord</i>)	1	0,10%
911(914.3)	géographie historique (<i>Europe Centrale, Allemagne</i>)	1	0,10%
911(914.7)	géographie historique (<i>URSS, Europe Orientale</i>)	1	0,10%
911.63	Océan Atlantique	1	0,10%
911.724/914.4	Pays de sous-développement/France	1	0,10%
912(914.49)	représentations graphiques de la surface de la terre et des autres mondes (<i>S-E de la France, Provence...</i>)	1	0,10%
914.3	Europe Centrale, Allemagne	3	0,30%
914.3/914.4	Europe Centrale, Allemagne/France	1	0,10%
914.4	France	3	0,30%
914.4/911.724	France/Pays de sous-développement	1	0,10%
914.4/914.3	France/Europe Centrale, Allemagne	3	0,30%
914.4/914.94/915.2/917.1	France/Suisse/Japon et îles adjacentes/Canada	1	0,10%
914.4/916	France/Afrique	1	0,10%

914.4/917.3	France/Etats-Unis	2	0,20%
914.43	Nord-Est de la France, Champagne, IDF, Paris, Lorraine et Alsace	1	0,10%
914.436	Autriche	1	0,10%
914.5	Italie	1	0,10%
914.6	Espagne et Portugal	1	0,10%
914.7	URSS, Europe Orientale	3	0,30%
914.74	Région soviétique de la Mer Baltique	1	0,10%
914.75	Lituanie	1	0,10%
914.765	Biélorussie	1	0,10%
914.85	Suède	1	0,10%
914.93	Belgique, Luxembourg	1	0,10%
914/916	Europe/Afrique	1	0,10%
914/917.2	Europe/Amérique Centrale, Mexique	2	0,20%
915.1	Chine et territoires adjacents	1	0,10%
915.1/915.6	Chine et territoires adjacents/Moyen-Orient et Proche-Orient	1	0,10%
915.1/915.9	Chine et territoires adjacents/Asie de Sud-Est	1	0,10%
915.694	Palestine, Israël	2	0,20%
915.9	Asie du Sud-Est	2	0,20%
915/919	Asie, Extrême-Orient, Orient/autres parties du monde et mondes extra-terrestres	1	0,10%
916.8/915.694	Afrique du Sud, République d'Afrique du Sud, Afrique Australe/Palestine, Israël	1	0,10%
916.9	Iles du Sud de l'Océan Indien	1	0,10%
917/911.724	Amérique du Nord/Pays de sous-développement	1	0,10%
917.2	Amérique Centrale, Mexique	3	0,30%
917.2/917.3	Amérique Centrale, Mexique/Etats-unis	1	0,10%
917.3	Etats-Unis	1	0,10%
917.3/914.4	Etats-Unis/France	1	0,10%
917.56	Etats-Unis (Sud-Est, Etats du sud, Atlantique)	1	0,10%
918.6/918.5	Nord-Ouest de l'Amérique du Sud, Colombie, Equateur/Pérou	1	0,10%
920(914.4)	biographies générales (France)	1	0,10%
940(914)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Europe</i>)	1	0,10%
940(914.4)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>France</i>)	3	0,30%
940(914.5)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Italie</i>)	1	0,10%
940(914.97)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Yougoslavie et Bulgarie</i>)	1	0,10%
940(914.98)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Roumanie</i>)	1	0,10%
940(915.8)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Asie Centrale, Turkestan</i>)	1	0,10%
940(915.9)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Asie du Sud-Est</i>)	1	0,10%
940(916.7)	hist gale Europe-Europe de l'Ouest (<i>Afrique Centrale et îles au large, Afrique Orientale</i>)	1	0,10%
940(916.89)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Rhodésie, Zambie, Malawi</i>)	1	0,10%
940(918.3)	histoire générale de l'Europe-Europe de l'Ouest (<i>Chili</i>)	1	0,10%
959.704	Vietnam (indépendance)	1	0,10%
TOTAL		1000	100%



Annexe n°3 : extraits du bilan d'activité de 1998

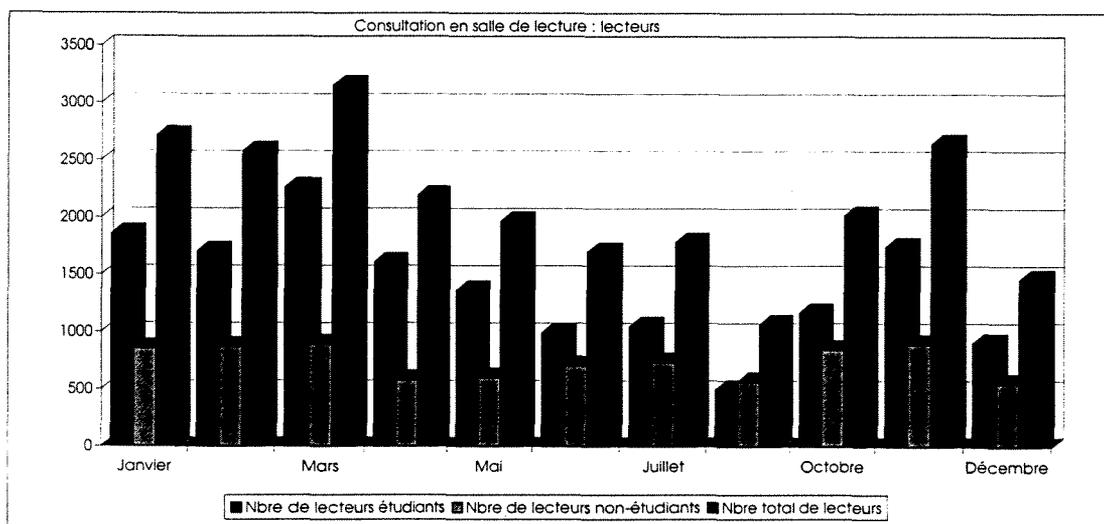
CONSULTATIONS EN SALLE DE LECTURE - ANNEE 1998

LECTEURS :

Mois	Nbre de lecteurs étudiants	% des lecteurs étudiants	Administration	Entreprise	Enseignement/Recherche	Média	Divers	Non-identifié	Nbre de lecteurs non-étudiants	% des lecteurs non-étudiants	Nbre total de lecteurs
Janvier	1856	68,49%	82	324	115	49	109	175	854	31,51%	2 710
Février	1705	66,16%	74	255	144	66	125	208	872	33,84%	2 577
Mars	2260	71,68%	82	266	168	72	110	195	893	28,32%	3 153
Avril	1608	73,42%	40	207	97	72	67	99	582	26,58%	2 190
Mai	1362	69,28%	36	236	93	40	84	115	604	30,72%	1 966
Juin	992	58,35%	48	256	122	48	113	121	708	41,65%	1 700
Juillet	1050	58,79%	49	269	163	40	78	137	736	41,21%	1 786
Septembre	500	46,77%	46	233	94	55	71	70	569	53,23%	1 069
Octobre	1170	57,92%	75	312	164	66	80	153	850	42,08%	2 020
Novembre	1748	66,09%	82	312	163	76	108	156	897	33,91%	2 645
Décembre	907	62,08%	31	205	101	51	51	115	554	37,92%	1 461
Total	15158	65,12%							8119	34,88%	23 277

nombre de lecteurs en 1996 : 27.668

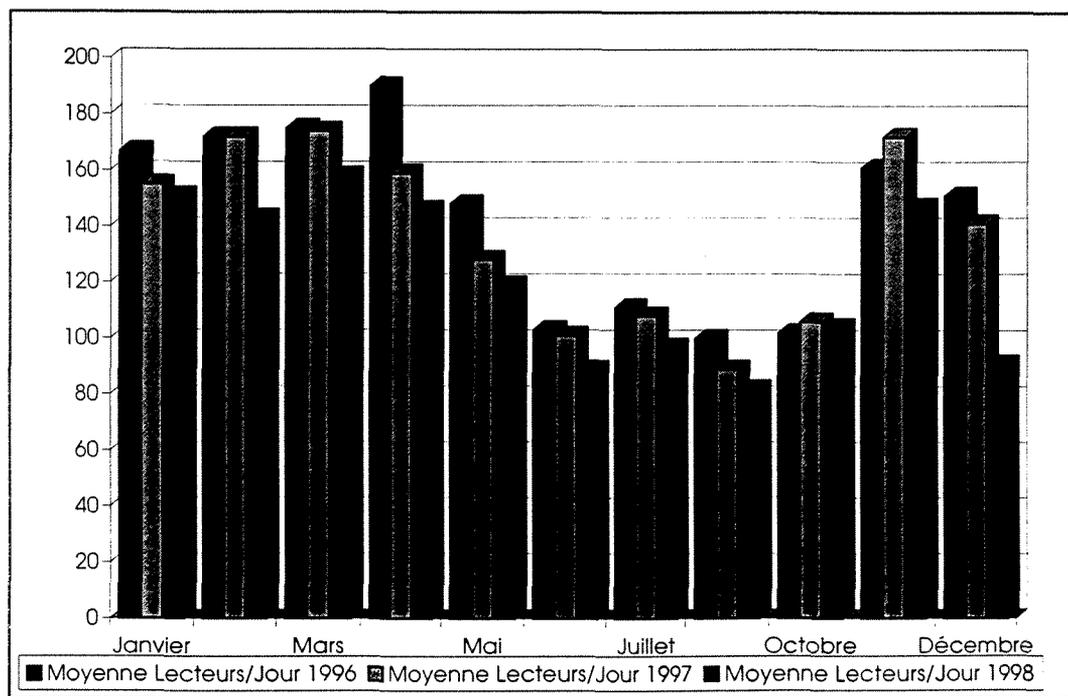
nombre de lecteurs en 1997 : 26.395



CONSULTATIONS EN SALLE DE LECTURE : COMPARAISONS 1996 - 1997 - 1998

MOYENNES :

	<i>Moyenne Lecteurs/Jour 1996</i>	<i>Moyenne Lecteurs/Jour 1997</i>	<i>Moyenne Lecteurs/Jour 1998</i>
Janvier	167	155	151
Février	172	172	143
Mars	175	174	158
Avril	190	159	146
Mai	148	128	119
Juin	103	101	89
Juillet	111	108	97
Septembre	100	89	82
Octobre	102	106	104
Novembre	161	172	147
Décembre	151	141	91
Total	144	137	121

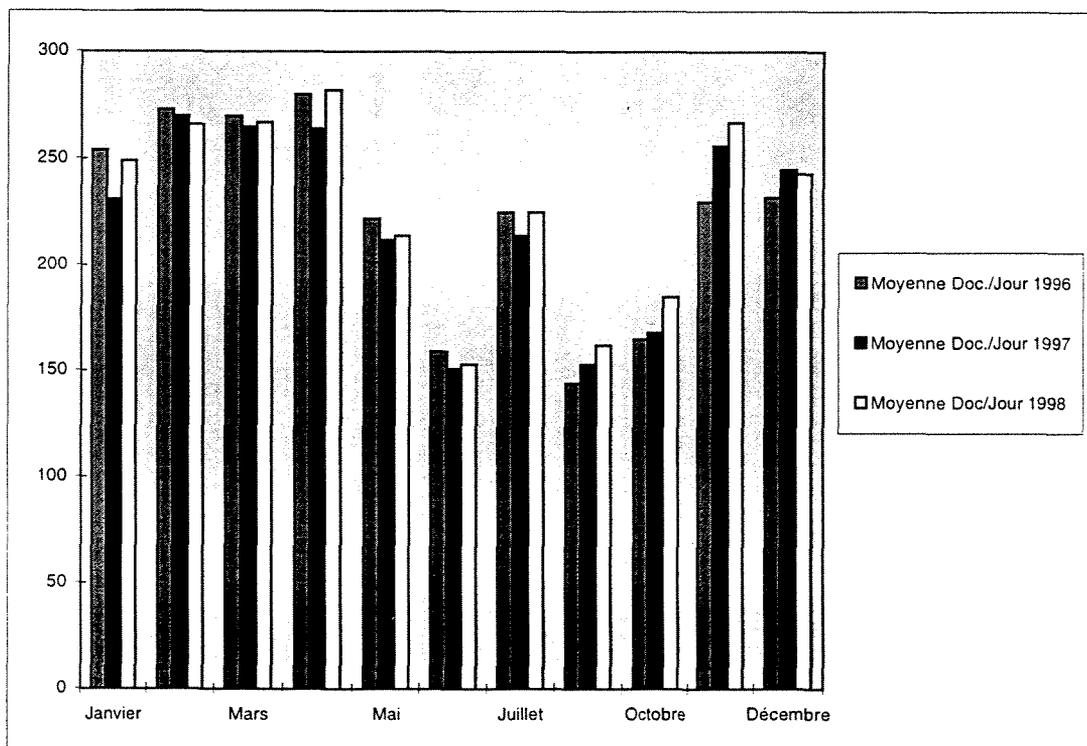


NB : la Bibliothèque est fermée entre Noël et le 1er janvier, une semaine à Pâques et du 1er août au 15 septembre.

CONSULTATIONS EN SALLE DE LECTURE : COMPARAISONS 1996 - 1997 - 1998

MOYENNES DE DOCUMENTS CONSULTÉS :

	<i>Moyenne Doc./Jour 1996</i>	<i>Moyenne Doc./Jour 1997</i>	<i>Moyenne Doc./Jour 1998</i>
Janvier	254	231	249
Février	273	270	266
Mars	270	265	267
Avril	280	264	282
Mai	222	212	214
Juin	159	151	153
Juillet	225	214	225
Septembre	144	153	162
Octobre	165	168	185
Novembre	230	256	267
Décembre	232	245	243
Total	223	221	228

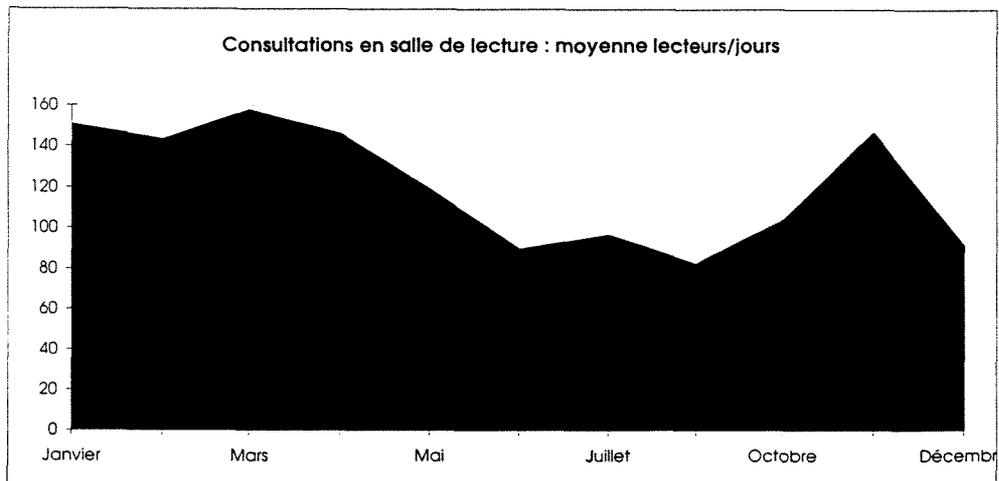
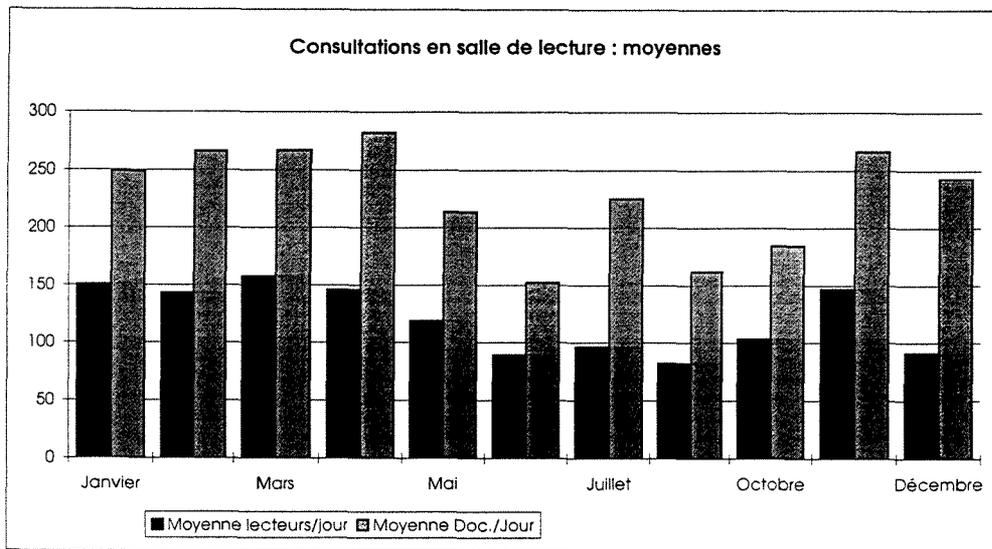


NB : la Bibliothèque est fermée entre Noël et le 1er janvier, une semaine à Pâques et du 1er août au 15 septembre.

CONSULTATIONS EN SALLE DE LECTURE : ANNEE 1998

MOYENNES :

Mois	Nb jours ouverts	Nb total lecteurs	Moyenne lecteurs/jour	Nb total documents	Moyenne Doc./Jour
Janvier	18	2 710	151	4 480	249
Février	18	2 577	143	4 792	266
Mars	20	3 153	158	5 343	267
Avril	15	2 190	146	4 237	282
Mai	16,5	1 966	119	3 526	214
Juin	19	1 700	89	2 899	153
Juillet	18,5	1 786	97	4 168	225
Septembre	13	1 069	82	2 108	162
Octobre	19,5	2 020	104	3 607	185
Novembre	18	2 645	147	4 800	267
Décembre	16	1 461	91	3 887	243
Total	191,5	23 277	122	43 847	229



NB : la Bibliothèque est fermée entre Noël et le 1er janvier, une semaine à Pâques et du 1er août au 15 septembre.

biblio- thèque

Bibliothèque mode d'emploi

Consultation des documents
lundi, mardi, mercredi, vendredi
de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 13 h.
Fermé le jeudi après-midi.

La Documentation française
29, quai Voltaire
75007 Paris
renseignements : 01 40 15 72 72
mél : bibliothèque@ladocfrancaise.gouv.fr

Conditions d'accès

la bibliothèque est ouverte au public
sur présentation d'une pièce d'identité
(carte nationale d'identité, carte de séjour,
passeport).

Fermetures annuelles entre Noël et le 1^{er} janvier,
une semaine à Pâques et un mois et demi durant l'été

La Documentation française

**direction, rédactions, bibliothèque,
salle de documentation,
cidic, ceducee,
service questions-réponses de la bipa
photothèque**

librairie de Paris

29 quai Voltaire
75344 Paris cedex 07 FRANCE
téléphone 01 40 15 70 00
télécopie 01 40 15 72 30
renseignements téléphoniques : 01 40 15 71 03
renseignements par courrier : adresse ci-dessus
mél.librairie : libparis@ladocfrancaise.gouv.fr

vente par correspondance

**banque de données bipa,
services télématiques
point de vente**

124 rue Henri Barbusse
93308 Aubervilliers cedex FRANCE
téléphone 01 40 15 70 00
télécopie 01 40 15 68 00
minitel : 3615 ou 3616 la doc

librairie de Lyon

165 rue Garibaldi - La Part-Dieu
69401 Lyon cedex 03
téléphone 04 78 63 23 02
télécopie 04 78 63 32 24
mél : docfr2@easynet.fr

3615 ou 3616 la doc (1,29 F/mn)

www.ladocfrancaise.gouv.fr

(possibilité de consultation et de commande
en ligne de toutes les publications de
La Documentation française)

**bibliothèque
de consultation**

La documentation Française



La bibliothèque vous propose

Un fonds documentaire

- 230 000 ouvrages français et étrangers
- 5 500 périodiques en série dont 2 000 vivantes (1 200 mensuelles et 800 annuels)
- 20 journaux (26 français et 41 étrangers)
- 12 hebdomadaires (92 français et 60 étrangers)

Domaines couverts

économie française, étrangère et internationale

- ouvrages français et anglo-saxons
- riche fonds de périodiques (700 titres)

vie politique et sociale française, étrangère et internationale

- ouvrages de référence, essais, études, témoignages d'acteurs politiques
- périodiques (900 titres)

Afrique (fonds encyclopédique)

- 60 000 ouvrages (du XIX^e siècle à nos jours)
- 2 000 périodiques dont 213 vivants publiés en Afrique ou traitant de l'Afrique, en particulier les journaux officiels des pays de l'Afrique francophone

Indochine

- fonds historique très riche par ses sources (du XIX^e siècle à 1954)

force particulière

- histoire de la colonisation française

économie des pays socialistes

- ouvrages français et anglo-saxons
- 70 périodiques occidentaux

Europe communautaire

- sélection des publications officielles des Communautés européennes (ex : Journal officiel des Communautés européennes, Eurostat...)
- études sur les politiques communes
- espace de référence en salle de lecture

Sources officielles

publications officielles françaises de 1945 à nos jours

publications officielles France d'outre-mer du XIX^e aux indépendances

publications officielles internationales

- intégralité de la Banque mondiale *la bibliothèque est dépositaire de ses publications*
- intégralité de l'OCDE
- large sélection de l'ONU et de ses agences spécialisées (UNESCO...), du Conseil de l'Europe et des Communautés européennes

force particulière

- 150 séries statistiques de source internationale
- 200 séries statistiques françaises

Une communication sur place

Usuels en accès libre dans les deux salles (US)

- Journal officiel français, encyclopédies, annuaires statistiques, quotidiens et hebdomadaires récents
- périodiques de La Documentation française
- publications officielles françaises ou diffusées par La Documentation française au cours des deux dernières années

Pour tous les autres documents *

- rechercher les références dans la base informatisée et dans les fichiers (par auteur, titre, thème, pays)
- remplir les formulaires de demande et les déposer aux bureaux de prêt

Catalogue informatisé du fonds

- consultable sur place
- accessible également par minitel en composant le 01 40 15 72 00

* certains documents localisés à Aubervilliers sont obtenus avec un délai minimum de 48 heures

